



Vous pouvez consulter vos annonces et communiqués de la semaine sur notre site web www.lesahel.org dans la rubrique "Cahier des annonces"



Le Sahel

**NUMERO
10206**

**JEUDI
14 Octobre 2021**

150 FCFA

Mondial-2022 -
zone Afrique :

**Le Sénégal et le
Maroc déjà au
3^{ème} tour, l'Algérie
attendra**

P. 20

● Réunion sur le secteur de l'éducation à la Présidence de la République

La question du recrutement des enseignants au centre des échanges entre le chef de l'Etat et les ministres concernés



Lors de la réunion de concertation sur l'éducation

Le Président de la République, Chef de l'Etat, SE Bazoum Mohamed a présidé une réunion de concertation, hier matin, avec les ministres du secteur de l'Education, élargie aux ministre des Finances et de l'Emploi sur la question du recrutement des enseignants.

La réunion qui s'est déroulée en présence du Premier ministre, Chef du gouvernement, SE Ouhoumoudou Mahamadou s'inscrit dans le cadre du suivi des orientations du Président de la République concernant le secteur de l'éducation.

P. 3

● Session de dialogue politique entre le Niger et l'Union Européenne au titre de l'année 2021



Seyni Moussa / ONEP

Des échanges fructueux sur plusieurs questions d'intérêt commun

P. 3

● Journée mondiale de la vue

Le Niger résolument engagé dans la Vision 2020 pour l'élimination de toutes les causes de cécités évitables

P. 5

● Gouvernance administrative

Echanges sur le rapport thématique commandité par la cellule technique Pôle Gouvernance et Modernisation de l'Etat

P. 7

Au cabinet du Médiateur de la République

Me Ali Sirfi Maiga reçoit le représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)

Le Médiateur de la République du Niger, Me Ali Sirfi Maiga, a reçu hier matin à son cabinet, le représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), M. Ismaila Mbengué. A sa sortie d'audience, le représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population a confié qu'il avait échangé avec le Médiateur de la République dans le cadre de la préparation du grand sym-

posium. Il a déclaré que l'UNFPA et les autorités nigériennes comptent organiser cet événement avec l'ensemble de la chefferie traditionnelle. M. Ismaila Mbengué a aussi mis cette occasion à profit pour saluer le grand rôle que le Médiateur de la République a joué. Les échanges ont également porté sur la façon dont ils ont déjà réalisé la tournée au niveau de toutes les régions et presque tous les



Le médiateur en entretien avec son hôte

cantons du pays pour voir comment accompagner la chefferie traditionnelle et

aussi discuter sur les questions liées sur le mariage des enfants, la plani-

fication familiale, et des violences basées sur le genre. « Nous sommes en train de travailler avec la médiation, pour voir comment ils vont venir contribuer à cet important symposium », a fait savoir M. Ismaila Mbengué, représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

● Farida Ibrahim Assoumane

Fête Nationale du Royaume d'Espagne

L'ambassade du Royaume d'Espagne se félicite de la bonne coopération avec le Niger

Le 12 Octobre de chaque année, l'Espagne a célébré sa fête nationale. A cette occasion, la communauté espagnole vivant à l'extérieur du pays célèbre également cet événement national. Au Niger, la représentation diplomatique du Royaume a offert une réception, le mardi 12 octobre 2021, dans la soirée à la résidence de son Ambassadeur à Niamey. Plusieurs personnalités dont des membres du gouvernement, des présidents des institutions de la République, des représentants des institutions et organisations internationales, les représentants des ONGs nationales et internationales et le personnel de l'Ambassade ont répondu présents à cette réception.

L'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Niger SE. Nuria Reigosa Gonzales a saisi cette opportunité pour se réjouir de la présence de tous les invités, mais également de pouvoir célébrer cette fête cette année en présentielle, grâce à l'amélioration de la situation sanitaire liée à la pandémie du coronavirus. « C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui pour m'adresser à vous tous. Surtout qu'on n'a pas pu célébrer la fête nationale l'année dernière à cause de la pandémie. Cette année, nous pouvons le faire, bien que dans un format limité, car nous devons encore rester prudents, en espérant que grâce aux vaccins, la situation s'améliorera chaque jour », a-t-elle souligné.

Elle s'est également réjouie d'être témoin de la tenue des élections dans des bonnes conditions des élections générales de 2020-2021 au Niger. Elle a ainsi salué le

peuple et les autorités du Niger pour avoir su surmonter tous les défis auxquels le pays a pu faire face dans ledit processus électoral. Elle a ainsi réitéré l'engagement du gouvernement espagnol à renforcer sa coopération avec le Niger dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau programme politique des autorités nationales. « Cela fait un peu plus d'un an que je suis arrivée au Niger. C'était une année au cours de laquelle mon équipe et moi-même avons travaillé sans relâche pour approfondir nos relations bilatérales. J'ai eu la chance d'assister à un processus électoral historique dans ce pays, et d'être témoin du début d'une nouvelle étape, avec un nouveau programme politique, dont la devise est "consolider et avancer", que l'Espagne est prête à accompagner et à soutenir », a déclaré SE. Nuria Reigosa Gonzales. Elle a rappelé que c'est dans

ce même cadre qu'en octobre de 2020, la ministre espagnole des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération a effectué une visite à Niamey dont le but est de renforcer l'engagement bilatéral de l'Espagne avec le Niger, mais aussi de souligner l'importance de l'Alliance pour le Sahel, dont l'Assemblée Générale est Présidée par son pays, l'Espagne, pour la deuxième année consécutive.

« Pour nous, l'Alliance pour le Sahel, Coalition Sahel et la stratégie l'UE pour le Sahel, constituent un large cadre d'action qui permet une coordination entre les pays de la région et la communauté internationale afin de rechercher des solutions aux grands défis auxquels est confrontée cette région si proche de l'Espagne. Les relations bilatérales entre l'Espagne et le Niger ont toujours été excellentes. Depuis l'ouverture de notre ambassade en 2007, nos domaines de collaboration n'ont cessé d'augmenter. Le Niger a toujours été un pays prioritaire pour notre coopération. L'AECID s'est particulièrement impliquée dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et les droits des femmes et des filles. Nous espérons pouvoir signer prochainement le nouvel Accord Cadre de Coopération pour les cinq prochaines années, qui nous permettra de continuer à travailler dans ces



L'ambassadeur d'Espagne avec ses invités lors de la réception

domaines mais aussi dans de nouveaux, comme l'éducation, sans oublier l'aide humanitaire pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables », a-t-elle déclaré. Outre ces domaines, le Royaume d'Espagne a aussi entretenu des liens des coopérations avec le Niger dans le cadre de la sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme et la migration irrégulière, conformément à la philosophie « il n'y a pas de développement sans sécurité, et pas de sécurité sans développement ».

« Des projets tels que GARS Sahel, l'Équipe Conjointe d'Investigation, financés par des fonds de l'Union Européenne, comptent sur la participation intense de l'Espagne et de ses membres de la police nationale, de la garde civile et des services de renseignement, qui cherchent toujours à partager leurs connaissances et à travailler sur un même pied d'égalité avec leurs homologues nigériens. À cela

s'ajoute aussi notre participation à EUCAP Sahel », ajoute-t-elle.

Dans le domaine de la langue et de la culture l'Espagne a tissé un accord avec l'Université Abdou Moumouni de Niamey à travers l'Instituto Cervantes et le Lycée français La Fontaine pour la réalisation des examens de langue espagnole (le diplôme d'espagnol comme langue étrangère officiellement reconnu). « Notre objectif à long terme est de permettre à plus d'étudiants nigériens de bénéficier de bourses pour étudier en Espagne », dit-elle.

Enfin elle a rendu un grand hommage à l'ensemble du personnel de l'Ambassade de l'Espagne au Niger. Au cours de cette réception, l'assistance a suivi en projection le message officiel du Ministre des Affaires Etrangères de l'Espagne et un film documentaire sur le parcours de l'Espagne.

● Ali Maman

Réunion sur le secteur de l'éducation à la Présidence de la République

La question du recrutement des enseignants au centre des échanges entre le chef de l'Etat et les ministres concernés

Le Président de la République, Chef de l'Etat, SE Bazoum Mohamed a présidé une réunion de concertation, hier matin, avec les ministres du secteur de l'Education, élargie aux ministres des Finances et de l'Emploi sur la question du recrutement des enseignants. La réunion qui s'est déroulée en présence du Premier ministre, Chef du gouvernement, SE Ouhoumoudou Mahamadou s'inscrit dans le cadre du suivi des orientations du Président de la République concernant le secteur de l'éducation.

« Nous sommes aujourd'hui sortis entièrement satisfaits, nous les ministères en charge de l'éducation. Des grandes orientations seront bientôt mises en œuvre, des décisions vont être prises pour améliorer la qualité de l'éducation, à travers le recrutement d'une certaine catégorie d'en-

seignants, tout en permettant dans le même sens à beaucoup des jeunes nigériens d'avoir de l'emploi », a dit le Secrétaire général du Ministère de l'Education Nationale, M. Mohamed Zeidane, au sortir de la réunion. Le gouvernement donnera les détails de cette perspective, dans les prochains jours, a-t-il poursuivi.



Le Chef de l'Etat présidant la réunion de concertation

Cependant, d'ores et déjà, les départements ministériels concernés sont allés sur l'objectif de mettre fin à la contractualisation dans l'enseignement général tout comme dans les écoles techniques et

professionnelles. « Nous allons former des élève-maîtres qui vont entrer à l'école normale avec le niveau Bac » a indiqué le Secrétaire général de l'Education Nationale, parlant de l'enseignement de base.

L'engouement serait déjà perceptible au niveau des directions régionales, pour le dépôt des dossiers des bacheliers motivés à embrasser le métier de l'enseignement. « C'est une grande satisfaction pour nous », s'est réjoui Mohamed Zeidane qui salue l'engagement civique des jeunes qui répondent à l'appel au sursaut inclusif lancé par le président Bazoum pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Le Secrétaire général du Ministère de l'Education Nationale a ajouté que les appelés du service civique vont être en majorité orientés vers l'enseignement.

● Ismaël Chékaré

Session de dialogue politique entre le Niger et l'Union Européenne au titre de l'année 2021

Des échanges fructueux sur plusieurs questions d'intérêt commun

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, M. Hassoumi Massoudou et l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne (UE), Dr. Denisa Elena Ionete, ont co-présidé, hier mercredi 13 octobre à Niamey, la session du dialogue politique entre le Niger et l'Union Européenne au titre de cette année. Cette session intervient dans un contexte socio-politique et économique du Niger marqué par la persistance de la crise de la pandémie de la COVID-19 ; les différentes menaces sécuritaires et la poursuite des activités des nouvelles Autorités nationales issues des dernières élections. Trois (3) points étaient inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, à savoir : les priorités du gouvernement nigérien, telles que déclinées dans la Déclaration de Politique Générale, présentée par le Premier ministre au parlement (Volets Gouvernance, Droits humains et Genre) ; la situation sécuritaire au niveau national et sous régional (stabilisation et retour des populations déplacées et les questions de Migration et Développement et le nouveau cadre par rapport à l'accord de Cotonou.

En introduisant cette session, le ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, M. Hassoumi Massoudou a indiqué que, c'est désormais devenu une tradition et une permanence que des membres de gouvernement rencontrent le groupe d'Ambassadeurs de l'Union européenne pour « échanger et harmoniser les positions, s'entendre, afin d'avancer ensemble ». Il a ajouté qu'avec la Banque mondiale, l'UE est le principal partenaire technique et financier du Niger, surtout sur le plan de la coopération bilatérale, mais au-delà, sur le partage des valeurs communes comme la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains, d'où l'importance de l'instauration de ce dialogue

permanent et constructif, dans l'intérêt de nos pays et de nos populations. M. Massoudou a évoqué la question de l'insécurité qui prévaut au Sahel ainsi que la position de la CEDEAO par rapport au cas du Mali. « Nous respectons la souveraineté du Mali. Mais cette souveraineté doit se faire à travers des organes mis en place par le peuple Malien », a précisé le ministre en charge des Affaires Etrangères.

Intervenant à son tour, la Cheffe de Délégation de l'UE, Dr. Denisa Elena Ionete a rappelé que l'accord de Cotonou est encore en vigueur jusqu'à la fin du mois de novembre 2021, cependant, selon elle, des échanges peuvent déjà être engagés sur le nouveau round de cet accord

qu'on peut nommer accord post Cotonou. « Nous travaillons déjà sur de nouveaux instruments de coopération qui vont entrer en vigueur dans quelques semaines », a déclaré Mme Ionete. Elle a ajouté que le dialogue a toujours existé entre le Niger et ses partenaires et cela à tous les niveaux. Elle a ainsi salué le fait que, depuis la mise en place de nouvelles Autorités plusieurs réunions et rencontres d'échanges ont eu lieu entre les différentes parties, et cela à différents niveaux et dans plusieurs localités du Niger. Dr. Denisa Elena Ionete a saisi l'occasion pour féliciter le personnel du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de permettre aux diplomates européens au Niger d'être au même niveau d'informations, afin de dégager des positions communes et constructives pour les deux parties.

Plusieurs intervenants, tant du côté des membres du gouvernement et du celui des diplomates, ont pris la parole, soit pour avoir d'amples explications, soit pour apporter des précisions et des éclaircissements relativement aux différents sujets à l'ordre du jour. Des réponses et des propositions ont également été soumises aux participants. Au sortir de la session, la Cheffe de Délégation de l'Union Européenne (UE) a indiqué à la presse, que ce dialogue politique entre le Niger et l'UE répond à une exigence du traité



Lors de la rencontre du dialogue politique

du gouvernement, qui veut que les deux parties se réunissent régulièrement et de manière exemplaire pour des échanges et de rapprochement de point de vue pour des actions communes et concertées et cela dans l'intérêt de nos peuples. « La présente session a une triple signification car c'est la première que nous tenons depuis la mise en place démocratique des nouvelles Autorités nigériennes, ensuite elle se tient dans une phase de transition entre l'ancien traité de Cotonou, qui prend fin en fin novembre et le nouvel esprit dudit accord, le post-Cotonou, qui est plus politique et met plus l'accent vers l'action du partenariat. Enfin, la session a eu lieu, en dépit de cette pandémie qui a obstrué, sinon empêché les rencontres entre les gens », a-t-elle précisé. La diplomate européenne s'est réjouie du fait que cette session a permis de faire le tour de toutes les questions prioritaires régionales mais surtout

nationales. « En bref, nous avons échangé sur les grandes priorités du gouvernement du Niger, telles que déclinées dans la Déclaration de Politique Générale du gouvernement ainsi que le renforcement de la coordination, notamment dans la défense, l'estimation des besoins au niveau des plans stratégiques dans les domaines clés. Nous nous réjouissons de cette continuité et de notre dialogue qui se trouve, de plus en plus, renforcé », a estimé Denisa Elena Ionete.

Notons que cette session s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement, de la Représentante Spéciale de l'UE pour le Sahel et ancienne ambassadrice d'Italie au Niger, Mme Emanuela Claudia Del Re et des Ambassadeurs de certains pays membres de l'Union Européenne accrédités au Niger.

Mahamadou Diallo



AVIS DE RECRUTEMENT

RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES POUR LES SERVICES D'ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LE PROJET D'APPUI À L'ÉLECTRIFICATION RURALE PAR SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE DANS LA RÉGION DU LIPTAKO-GOURMA (MALI, NIGER, BURKINA FASO)

Dans le cadre du projet d'énergies renouvelables dans le LIPTAKO-GOURMA, l'UNOPS souhaite recruter un bureau d'études pour des études de faisabilité pour le projet d'Appui à l'Electrification rurale par systèmes d'énergie renouvelable dans la région du Liptako-Gourma.

L'étude de faisabilité qui en résulte comprendra, entre autres, une présentation claire de la viabilité technique, réglementaire et financière de la mise en œuvre d'un mini-réseau sur chaque site, ainsi que des risques, des impacts environnementaux et sociaux et des mesures d'atténuation correspondantes, et un plan de mise en œuvre qui présentera la voie pour la réalisation réussie de chaque projet et donc l'électrification réussie de chaque village en utilisant un modèle financièrement durable.

Le Consultant exécutera ses services selon les besoins et comme décrit dans les termes de références.

REMARQUE IMPORTANTE: Les fournisseurs intéressés devront répondre à cet avis **au moyen du système eSourcing de l'UNOPS**, accessible sur le portail de l'UNGM. Afin de pouvoir accéder à l'ensemble des détails de l'avis, demander des clarifications et soumettre une réponse sur le système, les fournisseurs doivent être inscrits sur le portail de l'UNGM en tant que fournisseurs de l'UNOPS et être connectés sur l'UNGM. Comme documents d'orientation quant aux processus d'inscription sur l'UNGM et de soumission de réponses aux avis de l'UNOPS sur le système eSourcing, **veuillez consulter le guide utilisateur et les autres ressources disponibles à l'adresse suivante : <https://esourcing.unops.org/#/Help/Guides>**



AVIS DE VENTE DE VEHICULE

La Représentation Résidente du Fonds Monétaire International (FMI) lance un avis de vente d'un véhicule de marque Toyota Land Cruiser S.W, dont la date de mise en circulation est le 01/01/2012. Les personnes intéressées doivent soumissionner en remplissant le formulaire d'offre, à retirer à la Représentation Résidente et présenter leurs offres sous plis fermé **au plus tard le 25 Octobre 2021 à 17h00.**

L'évaluation se fera en tenant compte de l'offre la plus disante. Les offres seront ouvertes en présence des tous les soumissionnaires le 01 Novembre 2021 à 10h dans la salle de réunion de la Représentation Résidente du FMI. Le véhicule pourra être visité dans le parking de la Représentation Résidente sis au Plateau 1, Avenue Charles de Gaulle Porte #639, Niamey du lundi au vendredi de 8h30' à 17h00' à compter **du 11 Octobre 2021.**

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter les numéros suivants : **+(227) 20.724.854 / +(227) 20.724.847 / +(227) 20.723.648.**




AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 20/10/2021

BONS DE SOUTIEN ET DE RÉSILIENCE (BSR)

UMOA-TITRES ET LE TRÉSOR DU BURKINA FASO
pour la soumission de plis de la demande en appel d'offres pour la vente de Bons de Soutien et de Résilience du Trésor aux termes des clauses.



364
JOURS

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU BURKINA
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 30 000 MILLIONS DE FCFA
VALEUR NOMINALE UNITAIRE	: 1 000 000 FCFA
DURÉE	: 364 JOURS
TAUX D'INTÉRÊT	: MULTIPLES ≤ 3,5%
DATE DE VALEUR	: JEUDI 21 OCTOBRE 2021
ÉCHÉANCE	: MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

DÉPÔT DES SOUMISSIONS

Date : mercredi 20 octobre 2021 à 10h30min TU (Heure locale)	Les offres seront reçues à travers l'application SAGETH-UMOA
--	--

Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

Date: le 12 octobre 2021

Le Directeur de UMOA-Titres

M. Adrien DIOLF

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso

M. Célestin Santéré SANON

Cet avis est organisé avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:
email : adjudications@umoa-titres.org / Tél : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57



ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION DE BONS DE SOUTIEN ET DE RÉSILIENCE DU TRÉSOR DE CÔTE D'IVOIRE DU 12 OCTOBRE 2021

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mardi 12 octobre 2021, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique de Côte d'Ivoire, l'émission de Bons de Soutien et de Résilience (BSR) du Trésor à trois cent soixante-quatre (364) jours pour un montant de 45 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics de Côte d'Ivoire en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 12 octobre 2021, suivant un système d'enchères à taux multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (en FCFA)	167 300 000 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (en FCFA)	49 500 000 000
Dont ONC	ND
Montant Net	48 148 599 445
Taux Marginal	2,7500%
Taux Moyen Pondéré	2,7001%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	2,78%
Nombre de soumissions	40
Nombre de Participants directs	15
Taux de couverture	371,78%
Taux d'absorption	29,59%

UMOA-Titres remercie, au nom du Trésor Public de Côte d'Ivoire, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 12 octobre 2021

Le Directeur
Adrien DIOLF

UMOA-Titres est membre de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:
email : adjudications@umoa-titres.org / Tél : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57

Le Médiateur de la République lance une plateforme de traitement et de suivi des réclamations “e-réclamation” : un précieux outil pour le citoyen

Le Cabinet du Médiateur de la République a procédé à l'élaboration d'une plateforme de traitement et de suivi des réclamations auprès de l'institution dénommée «e-réclamation». Cet outil permet au Médiateur de la République d'être encore plus proche des citoyens et des usagers du service public. L'objectif visé à travers la mise en place de cette plateforme est l'efficience dans la prise en charge des réclamations des usagers de l'administration publique et le suivi de ces réclamations.

Le Médiateur de la République, Me Ali Sirfi Maiga, a indiqué que l'élaboration de cet outil démontre l'intérêt que portent les autorités à la délivrance du service public partout et pour tous. Il a rappelé que l'association des Médiateurs des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (AMPUEMOA) dont le Niger assure la présidence a suggéré aux pays membres ne disposant pas de plateforme lors d'un atelier sous régional d'échanges sur les systèmes informatisés de gestion des réclamations, de veiller à sa mise en place. A travers cela, l'AMPUEMOA vise à rendre plus accessible le service du Médiateur aux citoyens d'une part, et à accroître l'efficacité de l'administration du Médiateur dans le traitement des réclamations reçues des citoyens d'autre part.

« Cette plateforme est un outil indis-

pensable qui va permettre au Médiateur d'être encore plus proche des citoyens et des usagers. C'est en ce sens que l'usager peut se trouver physiquement à Bilma ou à Téra et accéder directement aux services du Médiateur pour exercer en temps réel ses réclamations. Avec la plateforme, la jeune fille de Téra victime de stéréotypes sociaux, la femme déconsidérée de Bilma, l'administré abusé de Mirriah, le citoyen privé de ses droits de Bouza peuvent accéder directement au Médiateur de la République » a expliqué Me Ali Sirfi Maiga. Dans l'élaboration de cette plateforme, le Cabinet du Médiateur a bénéficié de l'assistance du programme « Sahel Human Voice In Governance Activity (SHIGA) ». En effet, SHIGA a signé un accord de partenariat avec le Médiateur de la République. Il repose sur un triptyque indispensable et complé-



Me Ali Sirfi Maiga

mentaire. L'objectif de l'USAID et de SHIGA consiste à appuyer les politiques publiques de développement économiques et social par le renforcement de capacités des institutions étatiques et des structures de la société civile d'une part, et la création des espaces de dialogue constructif d'autre part. C'est un objectif conçu en trois volets qui sont, de fournir une assistance technique aux organisations de la société civile visant à renforcer leurs capacités pour plaider en faveur des changements positifs ; ensuite d'appuyer les institutions gouvernementales ciblées pour les rendre plus efficaces et plus transparentes dans la

mise en œuvre des politiques publiques ; et enfin de créer ou de renforcer les espaces d'engagement constructifs entre les citoyens, la société civile et l'Etat pour identifier et mettre en œuvre des politiques prioritaires ciblées. On rappelle que l'institution du Médiateur de la République est une autorité administrative indépendante chargée de la médiation institutionnelle, c'est-à-dire la réparation des torts causés aux citoyens par les pouvoirs publics et la réconciliation de ceux-ci avec l'administration incriminée. La médiation institutionnelle est un baromètre qui permet de mesurer le niveau d'acceptation, par tous, des

règles du jeu démocratique, et le degré de satisfaction des citoyens par rapport à la manière dont ils sont gouvernés à travers les actes et faits administratifs. Ainsi, le Médiateur de la République reçoit, dans les conditions fixées par la loi, les réclamations concernant le fonctionnement des administrations de l'État, des collectivités locales, des établissements publics et organismes investis d'une mission de service public, dans leurs rapports avec les usagers. Le Médiateur de la République peut être saisi des questions de la défense des droits de l'enfant et des personnes vulnérables. Il incite les services publics à rechercher l'esprit des lois dans l'application des textes, et à accepter de prendre en compte l'équité dans leurs relations avec les citoyens. Il contribue, par ses propositions de simplification administrative ou de réforme, à la modernisation des services publics. Le Médiateur de la République peut, à la demande du Président de la République, de l'Assemblée Nationale ou du Gouvernement, participer à toute action tendant à l'amélioration du service public ou à toute action de conciliation entre l'administration publique et les forces sociales et professionnelles.

● Oumarou Moussa

Journée mondiale de la vue

Le Niger résolument engagé dans la Vision 2020 pour l'élimination de toutes les causes de cécités évitables

A l'instar des autres pays membres de Vision 2020 : « le droit à la vue », le Niger célèbre ce jeudi 14 octobre 2021 la Journée mondiale de la vue. Il s'agit d'une journée internationale de sensibilisation qui a lieu chaque année le deuxième jeudi du mois d'octobre afin d'attirer l'attention des acteurs sur le problème mondial de la santé oculaire.

Placée sous le thème : « Aimer ses yeux, tout le monde compte », cette journée vise à sensibiliser davantage sur les aspects promotionnels et préventifs en matière de santé oculaire, ainsi de parler des perspectives et opportunités qui s'offrent aux populations en matière de santé oculaire.

Dans un message que le ministre de la santé publique, de la population et des affaires sociales a livré à cette occasion, il ressort qu'en 2021, l'Agence internationale de Prévention de la Cécité, ainsi que ses partenaires mondiaux de la Journée mondiale de la vue, ses mécènes et ses membres, souhaitent encourager chacun à réfléchir à l'importance de sa propre santé oculaire. « A l'occasion de cette Journée mondiale, nous souhaitons que les organisations et le public s'unissent pour encourager les entreprises, les gouvernements, les institutions et les particuliers à

soutenir activement l'accès universel à la santé oculaire et à faire en sorte que tout le monde compte. A cette occasion, nous voulons amener plus de 500 000 personnes à s'engager à faire un examen de la vue ou à prendre soin de leurs yeux. Mais nous devons aussi sensibiliser les gens qui, dans le monde entier n'ont pas accès aux soins de la vue », a notifié le ministre en charge de la santé.

Dr. Idi Illiassou Mainassara a précisé que le rapport mondial sur la vision a relevé à quel point la santé oculaire est importante pour que le monde atteigne les objectifs de développement durable. Selon lui, le monde compte actuellement 180 millions de personnes qui souffrent d'une incapacité visuelle, dont 40 à 45 millions d'entre elles sont aveugles.

S'agissant des efforts consentis relativement au thème de l'édition 2021 de cette journée, qui

consiste à amener les populations à « Aimer leurs yeux... », Dr. Idi Illiassou Mainassara a précisé que le Niger offre plusieurs opportunités pour la prise en charge des questions oculaires. Le pays compte 8 services régionaux d'ophtalmologie ; 27 unités d'ophtalmologie dans 27 Districts sanitaires ; 3 Hôpitaux ophtalmologiques privés ; une école de formation au Diplôme d'Etudes Spécialisées en Ophtalmologie ; une école de formation des Techniciens Supérieurs Ophtalmologie, etc. « En dehors de toutes ces infrastructures il faut ajouter la stratégie avancée qui permet d'offrir une chirurgie de qualité à tous les demandeurs de soins ophtalmologiques grâce aux équipements mobiles. Pour terminer sur la gamme des services et de prestations offertes, tous les jours nos unités de santé oculaire sont ouvertes de jour comme de nuit pour les consultations de routines. Il y a lieu de rappeler que jusqu'à 80% des cas de cécité sont évitables, ou guérissables. En cette journée mondiale de la vue, je me fais l'agréable devoir de saluer et remercier tous les partenaires qui travaillent à nos côtés pour lutter contre la cécité », a-t-il déclaré.



Dr. Idi Illiassou Mainassara

Par ailleurs, le ministre de la santé publique, de la population et des affaires sociales a exprimé sa reconnaissance et sa gratitude au Président de la République, SE. Bazoum Mohamed pour l'intérêt qu'il porte à la lutte contre la Cécité dans ses actions prioritaires. « Au nom de ces personnes je vous dis merci Excellence mais je sollicite encore plus votre soutien car nous nous devons d'ici 2030, d'éliminer toutes les causes de cécités évitables dans notre pays », a-t-il dit.

Dr. Idi Illiassou Mainassara a saisi l'occasion pour témoigner sa reconnaissance aux partenaires qui travaillent aux côtés des autorités nigériennes pour

lutter contre les problèmes oculaires à savoir : l'ONG Association d'Appui pour le secours humanitaire ; l'ONG Association Nationale pour le Secours l'Alphabétisation ; la Banque Islamique de développement ; les Lions Club du Niger, l'ONG Islamic Relief Niger ; l'ONG Helen Keller International Niger ; l'ONG Muslim Hands Niger ; le Rotary Club du Niger ; l'ONG Hasene Niger ; l'ONG Alborak Charité ; l'ONG Albayane Niger. Grâce à leur appui, plus de 15 000 personnes ont pu retrouver la vue en 2020 nonobstant la pandémie de COVID-19.

● Abdoul-Aziz Ibrahim

REPUBLIQUE DU NIGER
CABINET DU PREMIER MINISTRE
Projet d'Appui aux Réfugiés et aux
Communautés d'Accueil (PARCA)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

RÉF : AMI N°08/2021CAB/PM/SE/SDS/PARCA/SPM



D'un (e) Expert (e) Spécialiste Planification et Développement Local (Responsable de la composante 3 du PARCA)

1. Objectif du recrutement

L'objectif du présent avis est le recrutement d'un (e) expert en planification et développement local en vue d'appuyer l'équipe du PARCA dans la mise en œuvre de la composante 3 du projet « Coordination et développement ».

2. Mission de l'expert

Sous l'autorité du coordonnateur adjoint du Projet, l'Expert/e National/e, Spécialiste de la Planification et du développement local a pour fonction principale d'appuyer les acteurs locaux partenaires du projet dans les quinze communes des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri et dans la région d'Agadez en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des plans de développement et d'appuyer la coordination et concertation entre les acteurs.

L'expert/e, Spécialiste de la Planification et du développement local aura pour tâches spécifiques :

★ Dans le cadre de l'appui aux communes en matière d'analyse des potentiels économiques, d'amélioration du cadre de vie, de développement

-Elaborer les termes de références pour les services et consultations demandés par le projet dans le cadre de l'appui aux communes en matière d'analyse des potentiels économiques, d'amélioration du cadre de vie, de développement ;

-Appuyer l'analyse des plans de développement communaux/régionaux existants ;

-Impulser une dynamique locale de concertation afin de faire une analyse continue de la situation et des problématiques de développement qui affectent les communes ;

-S'assurer de l'implication de toutes les parties prenantes à tous les niveaux.

★ Dans le cadre l'accompagnement de la réalisation des plans d'actions multisectoriels basés sur l'identification des actions prioritaires au développement économique durable des communautés et des réfugiés

-Elaborer les termes de références pour les services et consultations demandés par le projet dans le cadre de la planification et le développement socio-économique local dans une optique de création d'opportunités économiques ;

-Accompagner les activités de consultations et les communications relatives aux plans d'action multisectoriels des actions à mener au niveau régional ;

-Appuyer la coordination avec les autorités locales dans leur mission consacrée au développement territorial ;

-Accompagner la mise en œuvre des plans régionaux de développement à travers les plans locaux de développement.

★ Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de mise en œuvre et de suivi des plans d'actions

-Identifier les besoins de formation et de renforcement de capacité des acteurs locaux, (autorités locales, représentants de collectivités locales, les associations de jeunes et de femmes, les services techniques, les organisations de la société civile, le secteur privé, les partenaires de développement, et autres.) ;

-Elaborer et mettre en œuvre un programme cohérent de formation renforcement de capacité des acteurs locaux partenaires au projet ;

-Accompagner les acteurs locaux à jouer pleinement leur rôle dans le processus de mise en œuvre des plans régionaux : suivi dans l'identification, suivi dans la réalisation, valorisation, mobilisation des ressources, coordination et suivi-évaluation.

-Appuyer la mise en place et l'animation des plateformes de dialogue et de concertation des parties prenantes au niveau

des trois régions d'intervention du projet ;

★ Dans le cadre de l'appui à la gestion et la mise en œuvre des activités du Projet

-Contribuer efficacement à la planification inclusive opérationnelle du projet et à la mise en œuvre des activités programmées ;

-Appuyer l'Unité de gestion du projet dans ses tâches quotidiennes de suivi des projets et le développement de partenariat et la mobilisation des ressources ;

-Aider à préciser les résultats, produits et indicateurs de suivi du projet et appuyer le processus de développement d'une stratégie de suivi et évaluation en développant une méthodologie et des indicateurs pour le suivi des activités en cours d'exécution

-Aider à la préparation des rapports d'étapes et des notes sur les opportunités de partenariat avec d'autres programmes ou projets ;

-Participer aux différentes rencontres du projet avec ses partenaires ;

-Maintenir un lien étroit entre tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre du Projet

-Appuyer le Coordonnateur adjoint dans la mise en œuvre de toutes autres activités en lien avec le poste.

★ Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du nexus urgence développement

-Représenter le projet au sein du Comité Technique Tripartite du nexus urgence-développement (CTTNUD)

-Participer aux réunions et à la mise en œuvre des activités du CTTNUD

-Assurer un suivi et le rapportage pour le compte du projet

3. Profil de l'expert

L'Expert recherché doit répondre au profil suivant :

Niveau d'études :

Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 4 ans minimum) en Economie, sociologie, Droit et relations publiques.

Expériences :

- Avoir une expérience de plus de 5 ans dont au minimum trois (3) ans dans l'appui, au niveau national, régional ou communal, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des plans locaux et/ou régionaux de développement ;

-Avoir une très bonne connaissance théorique et pratique dans les méthodologies et démarches en matière de diagnostic et de planification locale ;

-Avoir une maîtrise des approches et mécanismes de financement du développement local et de programmation des investissements publics ;

-Avoir des capacités établies en matière de renforcement organisationnel et de développement institutionnel ;

-Présenter également une pratique avérée dans le domaine du renforcement, du transfert des connaissances ;

-Avoir une expérience dans la mise en place et l'animation de plateformes de dialogue au niveau communal, régional ou national ;

-Avoir une bonne expérience dans la gestion des relations de travail avec les collectivités

-La connaissance des approches et procédures de la Banque Mondiale sera considérées comme un atout.

-Avoir un esprit d'initiative et une rigueur dans le traitement des dossiers ;

-Excellentes qualités de communications interpersonnelles et humaines ;

-Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais ;

-Capacité à travailler sous pression et dans une équipe

pluridisciplinaire

-Excellente capacité de rédaction et esprit de synthèse ;
-Connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, E-mail et autres outils de communication) ;

-Aptitude à séjourner en milieu rural.

4. Lieu d'affectation et durée du contrat

Le poste à pourvoir est basé à Niamey avec des déplacements dans les zones d'intervention du projet. Le contrat sera individuel, négocié et signé sur la base des présents Termes de référence. La durée de chaque contrat est d'un an renouvelable sur la base des résultats d'une évaluation annuelle des performances du spécialiste et qui sera réalisée avant la fin du contrat. Cette évaluation portera sur les éléments ci-dessus du mandat du spécialiste

5. Composition du dossier de candidature :

-Le dossier de candidature à déposer au niveau de l'Agence d'Exécution du Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communauté d'Accueil (PARCA) sis Yantala Recasement derrière Bosso Niamey, BP : 893; Tel : 20 75 23 04 /20 35 21 96 sera composé de :

-1. Une demande de candidature manuscrite adressée à Monsieur le Coordonnateur National du PARCA;

-2. Une lettre de motivation ;

-3. Un Curriculum vitae détaillé ;

-4. Une copie légalisée des diplômes et des attestations de travail ;

- 5. Une copie légalisée de l'extrait de naissance ;

- 6. Une copie légalisée de l'extrait de nationalité.

6. Obligations de résultat pour le consultant et clauses de résiliation

Au cas où la coordination du projet (SE SDS) et l'IDA fixent au consultant des objectifs quantifiables (avec indication d'un système de notation associée), l'évaluation du consultant s'effectuera sur la base de tels critères. Le contrat du consultant sera reconduit ou résilié en fonction du résultat de l'évaluation. Le consultant sera informé au moins un mois avant la fin du contrat, des résultats de l'évaluation et de la décision de reconduire ou de résilier le contrat. De même, en cas de décision du consultant de démissionner, il sera soumis à l'obligation de respecter un mois de préavis.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission ci-dessus.

Le consultant sera recruté selon la méthode de Sélection des Consultants Individuels (CI), conformément aux directives de la Banque Mondiale « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 et août 2018.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 8h à 17h30 mn et les vendredis de 8 h à 13h 30.

Les manifestations d'intérêt rédigées en français doivent être déposées ou expédiées à l'adresse ci-dessous indiquée **au plus tard le mardi, 28 octobre 2021 à 10 heures.**

**PROJET D'APPUI AUX REFUGIES ET AUX
COMMUNAUTES D'ACCEUIL PARCA**
Quartier Yantala Recasement Premier pavé derrière
clinique Martaba, BP : 11 526 Niamey.
Téléphone : 2035 5060
Email : amisparmacaprolac@yahoo.com

Gouvernance administrative

Echanges sur le rapport thématique commandité par la cellule technique Pôle Gouvernance et Modernisation de l'Etat

La cellule technique de suivi du Pôle Gouvernance et Modernisation de l'Etat (PGME) a clôturé, hier dans les locaux du ministère du plan, son cycle d'ateliers d'enrichissements de quatre (4) études qu'elle a commandées à des experts par l'enrichissement du rapport thématique sur la gouvernance administrative. L'objectif de cette démarche qui porte sur le bilan quinquennal est d'alimenter les travaux de la revue globale du plan de développement économique et social 2017-2021. La cérémonie officielle de lancement des travaux a été présidée par la ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, Mme Ataka Zaharatou Aboubacar, en présence du Haut-commissaire à la modernisation de l'Etat.



La ministre Ataka Zaharatou Aboubacar clôturant les travaux

Le rapport provisoire de l'étude présentée pour l'enrichissement à travers des échanges constructifs, aborde différents domaines de la gouvernance administrative. Il pose un diagnostic du secteur, dresse la cartographie des projets en cours dans le domaine et analyse les différentes réformes intervenues, ainsi que les financements mobilisés. Le document provisoire fait ainsi le bilan des résultats obtenus dans la mise en œuvre du PDES 2017-2021 dans le secteur de la gouvernance administrative, tout comme il « apprécie la cohérence entre les actions prévues et leurs niveaux de réalisation. Une fois validée, ce rapport va constituer une

base importante dans l'élaboration des programmes, sous programmes et actions majeures à mettre en œuvre par les différentes structures dans le nouveau PDES en formulation.

Dans son allocution, la ministre de la fonction publique et de la réforme administrative a expliqué que le diagnostic fait ressortir, malgré les efforts réalisés par le pays, des insuffisances dans l'administration publique, ce qui, dit-elle, ne lui permet pas d'offrir des services publics de qualité aux populations. C'est pourquoi, a poursuivi la ministre Ataka Zaharatou Aboubacar, les programmes retenus dans ce plan visent principalement à rendre l'administration perfor-

mante d'une part, et d'autre part à promouvoir chez les responsables et les agents de l'Etat des comportements favorables au développement « en s'attaquant résolument aux dysfonctionnements qui empêchent d'ancrer la gestion axée sur les résultats de développement dans la gouvernance administrative au Niger ».

La thématique de la gouvernance administrative, a déclaré la ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, est incontestablement d'une importance capitale pour le gouvernement car « la gouvernance est la pédagogie motrice des actions pour l'efficacité du développement de toutes les structures, et même de l'Etat dans son

ensemble, puisqu'elle conditionne les performances des institutions étatiques ». Elle a précisé que dans le Plan de développement économique et social 2017-2021, la gouvernance administrative est prise en compte à travers plusieurs programmes parmi lesquels les programmes de la mobilisation sociale pour un changement de comportement, de la consolidation de la culture démocratique et républicaine, et celui de la consolidation de l'efficacité et de la transparence des institutions.

La feuille de route proposée par le consultant pour le secteur de la gouvernance administrative constituera une base importante dans l'élaboration des programmes, sous programmes et actions majeures

à mettre en œuvre par les différentes structures dans la formulation du nouveau PDES en cours d'élaboration.

Selon M. Amadou Oumarou Saley, Haut-commissaire à la modernisation de l'Etat, le pôle gouvernance et modernisation de l'Etat mis en place dans le cadre du PDES 2017-2021, a bien accompli la tâche qui lui a été confiée. Il a pu produire les différents rapports dans les délais requis, de même qu'il a connu plusieurs actions de renforcement de capacités et a fini par initier quatre études thématiques sur les gouvernances juridique et judiciaire, sécuritaire, locale et administrative. M. Amadou Oumarou Saley a remercié la ministre de la fonction publique et de la réforme administrative pour son soutien aux travaux de l'atelier d'enrichissement de l'analyse thématique sur la gouvernance administrative. « Aujourd'hui, nous sommes à trois mois de la clôture du PDES 2017-2021. Nous sommes déjà dans la dynamique de la préparation du prochain PDES et c'est ce en cela que cette étude est si importante », a conclu le Haut-commissaire à la modernisation de l'Etat.

● Souleymane Yahaya

Rentrée solennelle du Centre Indépendant de Recherche en Cinéma et en Audiovisuel et les Rencontres Cinématographiques Africaines

Une contribution à la préservation du patrimoine cinématographique africain

Le lancement des activités du Centre Indépendant de Recherche en Cinéma et en audiovisuel (CIRCA) et les Rencontres Cinématographiques Africaines a eu lieu hier matin à Niamey, sous le thème « la recherche fondamentale en cinéma et audiovisuel au Niger ». L'évènement a été organisé par l'IFTIC, dont le Directeur Général, M. Amadou Sahadou Illiassou a présidé le lancement en présence du Directeur Exécutif du CIRCA, Dr Youssoufa Halidou Harouna.

L'objectif que s'est assigné ce centre qui est le premier du genre au Niger, est de réfléchir sur les enjeux et défis de l'image et du Son de l'Afrique.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le Directeur Exécutif du Centre, Dr Youssoufa Halidou Harouna a indiqué qu'à travers cette structure, des jalons sont en train d'être posés dans le cadre de la recherche fondamentale en cinéma et en audiovisuel dans le but de doter de références scientifiques pour l'enseignement en cinéma et en audiovisuel avec un regard africain. Cette recherche fondamentale,

selon lui, va permettre à travers des colloques, conférences, séminaires, ateliers de réfléchir sur les images, sons et les décors africains dans les productions filmiques.

Il a, par la suite, déploré l'image africaine qui, pendant longtemps, a été conçue et analysée par les étrangers et aujourd'hui encore, a-t-il ajouté, la propagande culturelle des autres puissances économiques et cinématographiques continuent à influencer les pratiques culturelles africaines. Selon Dr Youssoufa les conséquences des séries étrangères conduisent à la déperdition des valeurs africaines au point où

dans les foyers les femmes essayent de prendre la posture des actrices d'une autre culture pour la transposer ou même d'emprunter les noms des actrices. « Mais est-ce que la faute de nos sœurs, je dirai non, en ce sens que les pays africains ; en particulier le Niger, n'arrivent pas à appliquer des politiques de préservation et de promotion de nos cultures sur les chaînes nationales et même des politiques de quotas au niveau des chaînes cryptés pour atténuer les conséquences de destruction de nos cultures », a-t-il relevé. En effet, a poursuivi le Directeur Exécutif du Centre, c'est dans cette optique que le Centre Indépendant de Recherche en Cinéma et en Audiovisuel et les Rencontres Cinématographiques Scientifiques se proposent à travers ses pôles de recherche d'étudier, d'analyser et de vulgariser les recherches issues des travaux surtout qu'elles n'existent pas encore au Niger. « D'où



Lors de la cérémonie de lancement de la CIRCA

notre intérêt de contribuer à préserver le patrimoine cinématographique africain par des écrits scientifiques à travers des ouvrages publiés mais et surtout à partir des contenus audiovisuels », a conclu Dr Youssoufa Halidou Harouna.

Dans son discours de lancement le Directeur Général de l'IFTIC, M. Amadou Sahadou Illiassou, s'est réjoui de la collaboration de son institution avec le Centre Indépendant de Recherche en Cinéma et en Au-

di-visuel pour encore aller plus loin dans la connaissance profonde des métiers du cinéma et de l'audiovisuel.

« Nous nous réjouissons doublement d'autant que le Directeur Exécutif de ce centre est un produit de l'IFTIC et qui apporte sa contribution dans la formation des Etudiants », a indiqué le Directeur Général de l'IFTIC.

● Aminatou Seydou Harouna

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE ET EXTERNE



D'un (e) Assistant Gestion Parc Auto

Présentation de MCA-Niger

L'État du Niger a conclu avec le Millennium Challenge Corporation (MCC), une institution américaine d'aide bilatérale au développement, un accord de don d'une enveloppe de plus de 437 millions de dollars pour la réalisation du Programme Compact qui comporte deux projets majeurs :

- Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l'objectif est d'augmenter les revenus d'origine rurale, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
- Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique qui vise à augmenter les revenus des familles dépendant de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle dans les régions rurales du Niger.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Ainsi, le MCA-Niger recherche un (e) Assistant Gestion Parc Auto basé(e) à Niamey.

Titre du poste : Assistant Gestion Parc Auto,

Pays et lieu de travail : Niamey/Niger

Date de début : immédiatement disponible

Durée de la mission : Quatorze (14) mois et vingt-six (26) jours

Salaire : un salaire compétitif avec un paquet d'avantages

RESPONSABILITES CLEES :

Sous la supervision du Manager de la Sécurité, le titulaire du poste aura à :

- Gérer les véhicules de MCA Niger, de la sûreté et la sécurité des passagers transportés,
- Organiser le travail des chauffeurs, coordonner avec les responsables des activités pour élaborer les plannings de mission,
- Gérer les véhicules en accord avec la législation en vigueur au Niger, les procédures de MCA-Niger et les consignes de

sécurité et de sûreté,

-Produire des rapports mensuels sur l'utilisation et le coût du parc automobile,

-Organiser le système de classement des pièces administratives, les fiches de contrôle concernant le parc automobile,

-Veiller au renouvellement des pièces administratives des véhicules,

-Assurer le suivi de l'entretien, la maintenance et la réparation des véhicules,

-Assurer le suivi de la consommation du carburant y compris ceux de régions, faire le rapport mensuel,

-Assurer l'approvisionnement du carburant,

-Analyser la consommation et détecter les anomalies,

-Suivre le contrat du prestataire de fourniture de carburant,

-Recevoir le matériel de maintenance des véhicules,

-Suivre les stocks,

-Organiser les transferts du matériel vers les projets et les régions,

-Produire des rapports mensuels sur les mouvements et l'état du stock,

-Maintenir un système de gestion et de contrôle des véhicules,

-Trouver des techniciens qualifiés qui pourront assurer l'entretien, la maintenance et la réparation du matériel,

-Veiller à l'utilisation rationnelle des véhicules,

-Veiller à la vérification et au contrôle des véhicules avant chaque mission,

-Faire le suivi des cas d'incidents et d'accidents,

-Travailler en étroite collaboration avec l'opérateur radio,

-Assister le manager sécurité sur la sécurité des bureaux.

-Assurer toutes autres tâches en lien avec le poste.

Les compétences :

Essentielles

Avoir un diplôme de BTS en logistique, dans la Gestion et/ou l'Administration ou équivalent

Avoir une expérience de 2 ans dans un poste similaire,

Maîtriser les outils Word et Excel,

Avoir un bon niveau de français écrit et parlé,

Diplomatie, tact et techniques de négociation,

Capacités de travail en équipe,
Capacité d'adaptation face aux pressions et à l'évolution des besoins.

Désirables

Connaissances en gestion financière,
Connaissance d'un logiciel « Base de données »,
Bon niveau d'anglais écrit et parlé.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit être composé de :

- Une lettre de motivation avec une prétention salariale datée et signée,
- Un curriculum vitae (CV) détaillé,
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- Une carte de demandeur d'emploi valide (carte ANPE)

Pour Postuler :

Si vous répondez aux critères du poste ci-dessus, envoyez votre candidature CV, lettre de motivation, casier judiciaire et carte de demandeur d'emploi à l'adresse e-mail suivante : recrutements@mcaniger.ne, en précisant en objet du mail « Candidature au Poste d'Assistant Gestion Parc Auto ».

Date de clôture : le mardi 26 octobre 2021

A MCA Niger, nous sommes convaincus que chaque aspect de notre travail peut aboutir à un résultat positif. Si vous avez la même vision et que vous êtes capable de relever les défis, ce rôle vous offre une belle opportunité ainsi que des possibilités exceptionnelles de développer votre carrière. Nous sommes un employeur garantissant l'égalité des chances et nous accueillons les candidatures de personnes de divers horizons.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

NB : Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour le test seront contactés. Confidentialité assurée.

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE ET EXTERNE



D'un (e) Finance Manager

Présentation de MCA-Niger

L'État du Niger a conclu avec le Millennium Challenge Corporation (MCC), une institution américaine d'aide bilatérale au développement, un accord de don d'une enveloppe de plus de 437 millions de dollars pour la réalisation du Programme Compact qui comporte deux projets majeurs :

- Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l'objectif est d'augmenter les revenus d'origine rurale, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
- Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique qui vise à augmenter les revenus des familles dépendant de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle dans les régions rurales du Niger.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Ainsi, le MCA-Niger recherche un (e) Finance Manager basé(e) à Niamey.

Titre du poste : Finance Manager

Pays et lieu de travail : Niamey/Niger

Date de début : immédiatement disponible

Durée de la mission : Quatorze (14) mois et vingt-six (26) jours

Salaire : un salaire compétitif avec un paquet d'avantages

Le Poste :

Sous la Direction Administrative et Financière, le (a) titulaire sera responsable de :

Assurer le suivi et les paiements de toutes les factures de tous les livrables des projets du Compact

Assurer la gestion financière du projet Communautés Résilientes au Changement Climatique (CRC)

Appuyer dans le traitement et les paiements des compensations de Personnes Affectées par les Projets.

Appuyer dans le processus des audits externes et les audits de MCC.

Les compétences :

La personne qui sera retenue pour ce poste doit remplir les conditions suivantes :

Un diplôme universitaire de niveau Master II en gestion, comptabilité, finances (préférée) ou en finances ; de préférence un Diplôme de Comptable certifiée ou équivalent. Avoir le BAC G2 serait un atout.

Environ dix (10) ans d'expérience professionnelle, dont environ cinq (7) ans dans un poste de gestion financière d'un projet ou d'une entreprise ayant un budget annuel de plus de 3 millions \$ US ou comme vérificateur dans un cabinet comptable.

Compétences et expérience avérées, en particulier dans les activités liées à la gestion financière.

Capacité à traiter des dossiers de compensation complexes pour paiement

Expérience dans les systèmes et processus de gestion financière.

Compétences informatiques avancées en matière de messagerie électronique, de traitement de texte, de tableur, d'Internet et de familiarité avec les systèmes d'information de gestion.

Excellentes compétences en communication écrite et verbale en anglais.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit être composé de :

- Une lettre de motivation avec une prétention salariale datée et signée
- Un curriculum vitae (CV) détaillé
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois
- Une carte de demandeur d'emploi valide (carte ANPE)

Pour Postuler :

Si vous répondez aux critères du poste ci-dessus, envoyez votre candidature CV, lettre de motivation, casier judiciaire et carte de demandeur d'emploi à l'adresse e-mail suivante : recrutements@mcaniger.ne, en précisant en objet du mail « Candidature au Poste de Finance Manager ».

Date de clôture : le mardi 26 octobre 2021

A MCA Niger, nous sommes convaincus que chaque aspect de notre travail peut aboutir à un résultat positif. Si vous avez la même vision et que vous êtes capable de relever les défis, ce rôle vous offre une belle opportunité ainsi que des possibilités exceptionnelles de développer votre carrière.

Nous sommes un employeur garantissant l'égalité des chances et nous accueillons les candidatures de personnes de divers horizons.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

NB : Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour le test seront contactés. Confidentialité assurée.

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE ET EXTERNE



D'un (e) Opérateur Radio

Présentation de MCA-Niger

L'État du Niger a conclu avec le Millennium Challenge Corporation (MCC), une institution américaine d'aide bilatérale au développement, un accord de don d'une enveloppe de plus de 437 millions de dollars pour la réalisation du Programme Compact qui comporte deux projets majeurs :

- Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l'objectif est d'augmenter les revenus d'origine rurale, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
- Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique qui vise à augmenter les revenus des familles dépendant de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle dans les régions rurales du Niger.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Ainsi, le MCA-Niger recherche un (e) Opérateur Radio basé(e) à Niamey.

Titre du poste : Opérateur Radio,

Pays et lieu de travail : Niamey/Niger

Date de début : immédiatement disponible

Durée de la mission : Quatorze (14) mois et vingt-six (26) jours

Salaires : un salaire compétitif avec un paquet d'avantages

RESPONSABILITE CLEES :

Sous la supervision du Manager de la Sécurité, le titulaire du poste aura à :

- Réceptionner et à transmettre les messages radio,
- Prendre les messages et transmettre à la personne appropriée,
- Suivre les déplacements des véhicules « tracking »,
- Faire appliquer les règles sécurité de déplacement,

De respecter et faire respecter les procédures de communication,

De tenir à jour le journal d'écoute radio,
Faire les contacts journaliers à 8h00 et 18h00 avec les bases et les véhicules en mission,

Empêcher les messages à caractère personnel,
Acquiescer de toute autre tâche requise par le responsable,
Vérifier la charge des batteries.

Détenir une copie de l'ordre de mission pour le « tracking »,
S'assurer qu'aucun véhicule de se déplacer sans un moyen de communication sûr et efficace,

S'assurer que le contrôle radio est mené avec chaque véhicule et s'assurer que les passagers savent utiliser les radios et connaissent parfaitement les fréquences,
Vérifier la fonctionnalité et opérationnalité de toutes les radios,

Faire un rapport journalier des mouvements des véhicules et classer la fiche de suivi de déplacement,

Faire un rapport mensuel des mouvements des véhicules,
Rendre compte immédiatement au bureau de la sécurité de tout incident,

Assurer d'autres tâches en lien avec le poste,

Les compétences :**Essentiel**

Avoir le BPEC,

Avoir au moins 2 ans d'expérience de travail dans un poste similaire,

Intégrité et confidentialité,

Capable de travailler sans trop de supervision et bon sens de l'initiative,

Être attentif aux détails,

Dévouement à MCA-Niger et disponibilité,

Bon niveau de français écrit et parlé,

Diplomatie, tact et techniques de négociation,

Capacités de travail en équipe,

Capacité d'adaptation face aux pressions et à l'évolution des besoins,

Être flexible sur les horaires de service,

Désirables

Bon niveau d'anglais écrit et parlé,
Maîtrise des outils Word et Excel.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit être composé de

- Une lettre de motivation avec une prétention salariale datée et signée,
- Un curriculum vitae (CV) détaillé,
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- Une carte de demandeur d'emploi valide (carte ANPE)

Pour Postuler :

Si vous répondez aux critères du poste ci-dessus, envoyez votre candidature CV, lettre de motivation, casier judiciaire et carte de demandeur d'emploi à l'adresse e-mail suivante : recrutements@mcaniger.ne, en précisant en objet du mail « **Candidature au Poste d'Opérateur Radio** ».

Date de clôture : le mardi 26 octobre 2021

A MCA Niger, nous sommes convaincus que chaque aspect de notre travail peut aboutir à un résultat positif. Si vous avez la même vision et que vous êtes capable de relever les défis, ce rôle vous offre une belle opportunité ainsi que des possibilités exceptionnelles de développer votre carrière.

Nous sommes un employeur garantissant l'égalité des chances et nous accueillons les candidatures de personnes de divers horizons.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

NB : Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour le test seront contactés. Confidentialité assurée.

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE ET EXTERNE



D'un (e) Spécialiste en Performance Environnementale et Sociale (ESP)

Présentation de MCA-Niger

L'État du Niger a conclu avec le Millennium Challenge Corporation (MCC), une institution américaine d'aide bilatérale au développement, un accord de don d'une enveloppe de plus de 437 millions de dollars pour la réalisation du Programme Compact qui comporte deux projets majeurs :

- Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l'objectif est d'augmenter les revenus d'origine rurale, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
- Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique qui vise à augmenter les revenus des familles dépendant de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle dans les régions rurales du Niger.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Ainsi, le MCA-Niger recherche un (e) Spécialiste en Performance Environnementale et Sociale (ESP) basé(e) à Niamey.

Titre du poste : Spécialiste en Performance Environnementale et Sociale (ESP)

Pays et lieu de travail : Niamey/Niger

Date de début : immédiatement disponible

Durée de la mission : Quatorze (14) mois et vingt-six (26) jours

Salaires : un salaire compétitif avec un paquet d'avantages

RESPONSABILITE CLEES :

Sous le Responsable de la Performance Environnement et Sociale (ESP), le titulaire du poste aura à :

- Assurer le respect des exigences de performance environnementale et sociale stipulées dans le Programme, notamment les lignes directrices environnementales du Millennium Challenge Corporation (MCC), la politique du genre du MCC, les normes de performance environnementale et sociale de la Société Financière Internationale (SFI) et la loi nigérienne, et le Système de Gestion Environnementale et Sociale de MCA,
- Fournir un examen technique et des conseils, selon les instructions, dans les activités de PGES ou du Programme telles que l'évaluation de l'Impact Environnemental et Social (EIES), le Plan de Gestion Environnementale et Social (PGES) ou tout autre Plan spécifique, les documents d'appel d'offres, les rapports d'étape, mensuels, etc,
- Coordonner étroitement avec le personnel transversal du Millennium

Challenge Account-Niger (MCA-Niger) afin d'assurer une supervision HSS, environnementale et sociale adéquate de la mise en œuvre des projets et activités financés par le Programme,

•Préparer des rapports d'activités ou fournir de l'information, tel que demandé au personnel du MCA-Niger ou de ESP-MCC.

•Participer aux missions de supervision sur le terrain,

•Assurer au besoin le rapportage des réunions spécifiques de HSS et/ou ESP,

•Veiller à ce que les contracteurs s'acquittent de leurs responsabilités contractuelles,

•Effectuer des enquêtes/analyses d'accident et produire les rapports qui y sont associés,

•Procéder à des inspections régulières sur le chantier, inspections documentées avec la grille d'inspection,

•Veiller à l'application et au respect des mesures nécessaires pour prévenir les accidents en réduisant tous les risques à un niveau aussi bas que possible,

•Veiller au respect d'une bonne qualité d'hygiène à tous les niveaux aussi bien au niveau des bureaux MCA-Niger que sur les chantiers,

•Veiller à la mise en œuvre du Plan de Préparation et de Réponse aux Situations d'Urgence (PPRSU),

•Assurer la gestion, la surveillance et la production de rapports sur les incidents et les impacts HSS, environnementaux et sociaux et prendre des mesures d'atténuation au cas échéant,

•Apporter, au besoin un appui administratif au Manager ESP.

Les compétences :

•Être titulaire d'un master en ingénierie, en sciences naturelles ou sociales, en planification environnementale, en génie de l'environnement, hygiène industrielle ou dans toute autre discipline connexe,

•Justifier au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans un domaine connexe, tel que l'évaluation des incidences environnementales et sociales ou la gestion de l'environnement, le suivi et la mise en œuvre des PGES des projets de développement,

•Posséder des connaissances relatives aux lois et règlements nigériens en matière d'environnement et être familier avec les meilleures pratiques internationales telles que la SFI, les Politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, les Principes de l'Équateur, etc....,

•Avoir une expérience de travail sur des projets de développement multisectoriel financés par les bailleurs multilatéraux et/ou appuyés par la coopération internationale et une familiarité des normes de performance de la SFI serait d'un grand atout,

•Avoir une bonne expérience d'application de plan de gestion en hygiène, santé et sécurité dans les travaux de construction,

•Avoir d'excellentes aptitudes à la communication et une bonne relation interpersonnelle,

•Être capable d'être multitâches avec un minimum de supervision,

•Avoir de solides compétences en informatique,

•Avoir une excellente maîtrise du français oral et écrit,

•Avoir une maîtrise de la communication écrite et orale en hausa et/ou jarma ou dans une autre langue locale, l'anglais étant un atout,

•Une expérience en supervision de personnel considérée comme un atout.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit être composé de:

- Une lettre de motivation avec une prétention salariale datée et signée,
- Un curriculum vitae (CV) détaillé,
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- Une carte de demandeur d'emploi valide (carte ANPE)

Pour Postuler :

Si vous répondez aux critères du poste ci-dessus, envoyez votre candidature CV, lettre de motivation, casier judiciaire et carte de demandeur d'emploi à l'adresse e-mail suivante : recrutements@mcaniger.ne, en précisant en objet du mail « **Candidature au Poste de Spécialiste ESP** ».

Date de clôture : le mardi 26 octobre 2021

A MCA Niger, nous sommes convaincus que chaque aspect de notre travail peut aboutir à un résultat positif. Si vous avez la même vision et que vous êtes capable de relever les défis, ce rôle vous offre une belle opportunité ainsi que des possibilités exceptionnelles de développer votre carrière.

Nous sommes un employeur garantissant l'égalité des chances et nous accueillons les candidatures de personnes de divers horizons.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

NB : Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour le test seront contactés. Confidentialité assurée.

Entretien avec le maire de la commune rurale d'Ingall

« Nous sommes très satisfaits de l'organisation de la 56^{ème} édition de la fête de la Cure Salée », se réjouit M. Nafar Rouaba

A l'occasion des festivités entrant dans le cadre de la 56^{ème} édition de la fête de la Cure Salée, le maire de la commune rurale d'Ingall qui accueille l'évènement, M. Nafar Rouaba nous a accordé une interview sur des sujets relatifs à la vie de cette l'entité.

M. le Maire, quel est le bilan que vous tirez après la clôture de la 56^{ème} édition de la fête de la Cure Salée année ?

Nous sommes très satisfaits de l'organisation de la 56^{ème} édition de la fête de la Cure Salée. Nous avons eu les moyens à temps. Le gouverneur de la région d'Agadez a mis les moyens nécessaires à notre disposition pour que la fête puisse se tenir dans de très bonnes conditions. Nous avons pu accueillir nos hôtes dans les meilleures conditions.

Ce qui nous réconforte le plus, c'est la particularité de cette édition qui réside dans la participation du Président de la République à la Cure Salée. Malgré son calendrier et son programme national et sous régional, le Chef d'Etat a assisté à la fête. Il est resté avec les communautés tout au long des festivités et compétitions.

La santé des animaux en perpétuel déplacement est une

préoccupation majeure pour les autorités en charges de l'élevage. En ce sens, une campagne de vaccination est prévue dans le cadre de cette fête. Alors quelle est la situation pastorale et l'état des lieux de la campagne de la vaccination des animaux ?

Très bien ! Les animaux de la commune d'Ingall sont régulièrement vaccinés. Et les éleveurs de ma commune ne traversent pas les frontières pour des raisons de pâturages. D'ici jusqu'à 14 km de la frontière algérienne, jusqu'au Mali, nos éleveurs ne traversent pas les frontières d'autres Etats. Nous avons suffisamment des endroits qui réservent de l'herbe. Dieu merci, Ingall est répartie en deux pâturages. Nous avons le nord qui est l'Irhazer et un peu le sud que nous appelons le Tamesna et l'Azawak. Et à chaque saison vous allez trouver soit les éleveurs souhaitent être dans l'Irhazer soit dans le tamesna-

Azawak. On n'arrive pas vraiment à traverser les frontières même avec les communes qui sont Abalak, Tassara, Tilya. Je suis d'ici je connais parfaitement la brousse. Je sais ce qui se passe.

Par rapport au programme de vaccination, je sais qu'aujourd'hui ça fait plus de deux semaines que les services concernés ont commencé. Nous n'avons pas encore le pourcentage exact de l'exécution de la vaccination, mais vraiment ils ont commencé et ça continue normalement. Ça fait un bout de temps que les agents de l'élevage sont sur le terrain.

L'insécurité est l'un des facteurs qui menace le secteur de l'élevage. Comment se présente la situation sécuritaire au niveau de votre commune ?

La sécurité au niveau de la commune d'Ingall on ne peut que dire Alhamdoulillah. Nous n'avons pas beaucoup de menaces ici, parce qu'en quelque sorte nous sommes au centre. Depuis la signature des accords de 1994 on a retrouvé l'accalmie ici. On n'a plus vraiment des



Le maire de la commune rurale d'Ingall, M. Nafar Rouaba

menaces sécuritaires. C'est vrai, il y a des coupeurs de route et des petits détourneurs, mais l'insécurité comme on le dit, on ne la sent pas. Si on remonte en 2016, il y a eu une attaque dans cette localité avec la complicité de certains individus et tout de suite l'Etat a pris des dispositions. C'est très difficile de trouver l'insécurité comme on le dit ou la présence d'un quelconque groupe des bandits dans notre commune. Mais les coupeurs de routes existent vraiment dans notre commune. Partout vous pouvez les rencontrer. 10 voire 15 km et sur le goudron même on les trouve. Mains l'insécurité qui sévit dans certaines localités

des régions comme Diffa et Tillabéri, il y a pas ça ici Dieu merci.

M. le maire, le changement climatique est un phénomène qui a des conséquences néfastes pour les communautés et l'environnement. Quelles sont les mesures prises pour accompagner les communautés ?

Le changement climatique est un fait réel et naturel. Il y a beaucoup de choses qui se passent en ce sens, et on gère la situation comme on peut.

● **Abdoul-Aziz Ibrahim**
envoyé spécial

Eau thérapeutique d'Ingall

Une eau de source qui guérit des malades

Pendant notre séjour à Ingall dans le cadre de la fête annuelle des éleveurs, la Cure Salée, un endroit spécifique dans la ville d'Ingall a attiré notre attention. Il s'appelle "jado" où jaillit une eau à laquelle on prête des vertus thérapeutiques. De vue, l'on pense que c'est une simple douche publique habituelle, mais c'est un lieu de prise de bain pour guérir des maux.

Alhousseini Salifou, dit Lélé, originaire d'Ingall et gérant de l'endroit nous relate l'histoire de cette eau dite thérapeutique : « Tout a commencé dans les années 2000 quand un vieil homme était à la recherche de remèdes pour sa fille malade, paralysée. Il l'a amenée même à l'étranger pour des soins sans aucun résultat. Le vieux amena sa fille à cet endroit où il y'a cette eau. C'est ainsi qu'il commença à faire baigner sa fille dans l'eau qui jaillit du sol. Après plusieurs bains, la fille est guérie de tous ses maux. Elle marchait sans aucun handicap. C'est en ce moment que l'histoire de l'eau de cet endroit appelé "jado" fut répandue dans la zone et dans les localités des pays voisins », raconte-t-il.

Les gens se sont alors rendu compte des vertus thérapeutiques que cette eau regorge. À partir de cet instant, plusieurs personnes viennent se laver avec l'eau pour résoudre leur problème de santé. En effet, selon Alhousseini Salifou, c'est une eau qui sert de remèdes pour plusieurs maladies dont les maladies cutanées, les douleurs musculaires et elle soulage aussi la fatigue. C'est aussi une eau qui aide le corps à se maintenir en forme.

Aujourd'hui l'espace où jaillit cette eau dite thérapeutique est bâti en matériaux définitifs avec l'appui financier d'un projet. Et l'accès est désormais payant moyennant une somme de 250 F cfa par bain pendant les festivités de la Cure Salée, le moment où le



File d'attente dans une douche "Jado"

lieu est très fréquenté.

C'est surtout à l'occasion de la fête annuelle des éleveurs, la Cure Salée que l'endroit enregistre sa plus grande fréquentation. Les participants à la fête profitent pour se soigner avec l'eau. D'autres profitent de l'évènement pour visiter Ingall à ce moment mais leur objectif est de se laver uniquement avec l'eau qui a des vertus thérapeutiques. C'est le cas de Ali Mohamed qui est dans la file d'attente depuis plus de 30 mi-

nutes. Ali est venu de Bazagor et est fréquent dans cet endroit pour se laver avec cette eau. Pour lui, c'est comme se rendre chez un médecin pour un bilan de santé périodique. Il témoigne avoir maintenu son corps en forme depuis qu'il a commencé à se laver avec l'eau. « À chaque événement de la Cure Salée je ne manque pas de venir me laver avec cette eau. C'est une eau mystérieuse qui soigne beaucoup de maladies ». Etant satisfait des effets de

l'eau thérapeutique, Ali dit qu'elle est plus au moins chaude et se baigner avec, aide à se débarrasser de la fatigue facilement ». Ali précise qu'on ne la boit pas et on ne la transporte pas.

« Cette eau est très importante pour le bien être des personnes qui l'utilise. Ça soigne beaucoup de maladies. C'est ma première fois ici et je suis optimiste que d'ici la fin de mon traitement mes problèmes de santé seront résolus », indique le vieux Assoumane en provenance de Gandi.

« Les gens se lavent ici pour guérir leurs maux. C'est une eau qui soigne même des maladies liées aux os. À 3 ou 4 fois de prise de bain, on sent un changement positif dans son organisme. Ma réelle motivation de venir à Ingall, c'est pour bénéficier des vertus thérapeutiques de cette eau » renchérit Atahiru qui vient du village de Bazagor.

● **Oumar Issoufou,**
envoyé spécial

Remise de certificat de conformité pour les unités de transformation des farines infantiles « MISOLA »

Le produit est jugé digne de porter le logo de la marque nigérienne de conformité

L'Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification (ANMC) a organisé en collaboration avec l'ONG Gret Niger, le 12 octobre 2021 à Niamey, une cérémonie de remise de certificat de conformité pour les unités de transformations des farines infantiles « MISOLA ». C'est le Secrétaire général du ministère du commerce, de l'industrie et de l'Entrepreneuriat des jeunes, M. Bako Illiassou qui a présidé cette cérémonie en présence du représentant de la Principauté de Monaco, du Président du Conseil d'Administration de l'ANMC et de plusieurs invités.

Le Secrétaire général du ministère du commerce, de l'industrie et de l'Entrepreneuriat des jeunes a précisé que cette cérémonie de remise de certificat de conformité tire tout son sens par l'incitation des producteurs et transformateurs des produits locaux à persévérer dans la mise en place des systèmes qualité et à faire certifier leur produits par l'ANMC pour préserver la part du marché national et conquérir les marchés régionaux et internationaux. C'est pourquoi, il a félicité la société « Misola », pour tous les efforts fournis pour avoir fait certifier leur farine infantile fortifiée.

Aussi, M. Bako Illiassou a fait remarquer à la société « Misola » que l'obtention du droit d'usage de la marque nigérienne de conformité fait appel à un entretien régulier de son système

de qualité car, des audits périodiques de suivi seront organisés par l'ANMC afin de s'assurer de la continuité de la conformité de la farine infantile fortifiée « Misola » certifiée.

Par ailleurs, il a salué l'ONG Gret Niger pour les appuis multiformes ayant facilité le processus de la certification de la farine infantile fortifiée « Misola », avant de remercier les autorités nigériennes pour tous les efforts fournis en vue d'améliorer la qualité de nos produits locaux.

De son côté, le Directeur général de l'Agence Nigérienne de Normalisation de Métrologie et de Certification (ANMC), M. Zakari Oumarou Abdoul Kader a rappelé qu'elle a pour mission l'élaboration des normes nationales, le suivi de mesure réglementée et l'évaluation de conformité des produits aux normes et règlements techniques en vigueur en

République du Niger. Tous ces trois volets sont aujourd'hui opérationnels et mis à la disposition des demandeurs. « Depuis janvier 2019, l'ANMC a certifié plusieurs types de produits locaux dont les emballages cartons, les portes préfabriquées, des produits chimiques et des produits agroalimentaires transformés », a-t-il indiqué.

Aussi, M. Zakari Oumarou Abdoul Kader a précisé que dans la perspective de rassurer les consommateurs sur la qualité des farines infantiles produites dans les unités de transformation alimentaire Misola, l'ONG Gret a signé une convention de certification avec l'ANMC qui lui a permis d'amorcer le processus de certification. « À la fin du processus un audit de certification a été réalisé conformément au règlement général et au règlement particulier de certification des farines infantiles », a-t-il expliqué. Après cet audit de certification, selon M. Zakari Oumarou Abdoul Kader la farine infantile fortifiée « Misola » a été jugée digne par des experts indépendants tel que prévu par la procédure de certification des produits locaux au Niger, de porter le logo de la marque nigérienne de conformité qui est un gage de qualité



Les récipiendaires brandissant leurs certificats

qui rassure le consommateur. « C'est une occasion pour moi de féliciter les récipiendaires et de remercier l'ONG Gret Niger, pour la bonne collaboration dans le cadre de la certification de la farine fortifiée des unités de production « Misola », s'est réjoui le DG de l'ANMC.

Pour sa part, le représentant pays de l'ONG Gret au Niger, M. Hainikoye Issa Moussa a rappelé qu'il y a quelques années de cela, les farines infantiles étaient des petites unités et les ventes institutionnelles ne figuraient pas. « C'est pour répondre à cette préoccupation que l'ONG Gret au Niger a entamé cette dynamique d'accompagnement de ce secteur agroalimentaire en collaboration avec la coordination de l'association Misola et

aujourd'hui on est au niveau de la cueillette des fruits de cet effort avec l'appui de certaines partenaires comme les principautés de MONACO et de l'Union Européenne », a-t-il ajouté.

Pour le récipiendaire et coordinateur de l'association de Misola, M. Mamane Aminou Amadou, l'obtention de ce certificat va lui permettre de répondre effectivement à la politique de la qualité. « Le Misola est un projet de santé publique qui consiste à mettre à la disposition des enfants nigériens de 6 à 23 mois un aliment de complément et une farine infantile fortifiée du nom de Misola », a-t-il indiqué.

● **Yacine Hassane et Maman Kabirou Abdou ssalam**

Clôture de l'atelier régional de formation des Points Focaux des Organismes de Bassins Les organisateurs se réjouissent de la réussite des travaux

Les travaux de l'atelier régional de formation des Points Focaux des Organismes de Bassins de la sous-région organisé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ont pris fin à Niamey. Durant trois (3) jours, du 5 au 7 octobre 2021, les participants, essentiellement composés des Points Focaux des Organismes de Bassins de la sous-région, ont planché sur la collecte des données et le renseignement du système de Suivi-évaluation de l'eau et de l'assainissement en Afrique de l'ouest (WASSMO).

Au cours de cet atelier, il s'est agi de renforcer les capacités des participants sur la collecte et le renseignement de la plateforme WASSMO en vue du lancement de la 2ème campagne de collecte des données.

Lors de la clôture des travaux, le coordonnateur régional du projet PREE, M. Ludovic Papsoba, a apprécié le travail acharné qui a été abattu par les participants. « Après trois jours de travail acharné sur ce renforcement de capacité, nous constatons que le processus n'est qu'à son début. Il va falloir encore essayer de

renforcer les capacités en organisant des types d'atelier du genre. Je puis vous assurer que l'UICN reste disponible pour accompagner ces processus dans les années à venir. Et nous allons mettre cette activité en priorité pour la deuxième phase du PREE. Je vous exhorte à faire toutes les planifications nécessaires et nous les faire parvenir à temps pour que nous puissions les insérer dans le cadre de la phase 2 du PREE ».

Le représentant de la représentante résidente de la CEDEAO au Niger, M. Bougounou K. Djeri Alassani, a



Lors de la clôture

précisé que les données et informations évoquées lors de cet atelier sont transmises par les Etats membres de la CEDEAO. Ainsi, la Commission de la CEDEAO a bénéficié d'un appui de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) pour la mise en place de l'Observatoire Régional de l'eau. Cet appui a permis de réaliser la première phase du système de suivi-évaluation de l'eau et de l'Assainissement (WASSMO) en Afrique de l'Ouest en 2020. Ce Système qui couvre les quinze (15) Etats membres de la CEDEAO et les organismes de Bassin de la région parti-

cipe à la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau 2025, la Déclaration de Syrte sur l'agriculture et l'eau en Afrique et aussi à l'Objectif N° 6 du Développement Durable des Nations Unies (ODD) qui vise à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Des participants à cette rencontre ont témoigné que la disponibilité de l'information est un facteur clé pour la gestion de l'eau. En ce sens, M. Nassirou Condetto Touré, Chef de Division Développement Rural à l'OMVG, a précisé que cet

atelier organisé à Niamey est un cadre de formation par excellence pour les points focaux des urbains de bassin et à la plateforme wassmo. « Ce qu'on peut retenir principalement, c'est qu'on a formé les points focaux des organes de bassin à la plateforme

WASSMO. On a suivi en ligne à travers un consultant qui a formé tous les points focaux des organes de bassin à la plateforme sur comment renseigner à travers tous les indicateurs énumérés. Ainsi, la formation permettra de renseigner toutes les informations liées à l'environnement, à la socio économie, etc. Et tous ces facteurs peuvent permettre d'aider directement les populations surtout au niveau des inondations, etc. », a témoigné M. Nassirou Condetto Touré.

● **Abdou-Aziz Ibrahim et Maman K. Abdou ssalam (ASCN)**

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE ET EXTERNE



Deux (2) Spécialistes Finance et Mission

Présentation de MCA-Niger

L'État du Niger a conclu avec le Millennium Challenge Corporation (MCC), une institution américaine d'aide bilatérale au développement, un accord de don d'une enveloppe de plus de 437 millions de dollars pour la réalisation du Programme Compact qui comporte deux projets majeurs :

- Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l'objectif est d'augmenter les revenus d'origine rurale, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
- Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique qui vise à augmenter les revenus des familles dépendant de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle dans les régions rurales du Niger.

Pour la mise en œuvre du Compact, le Gouvernement Nigérien et le MCC ont mis en place une entité autonome dénommée, le Millennium Challenge Account (MCA-Niger) dont la mission est de conduire les projets dans les délais impartis.

Ainsi, le MCA-Niger recherche deux (2) Spécialistes Finance et Mission basé(e) à Niamey.

Titre du poste : Spécialiste Finance et Mission

Pays et lieu de travail : Niamey/Niger

Date de début : immédiatement disponible

Durée de la mission : Quatorze (14) mois et vingt-six (26) jours

Salaires : un salaire compétitif avec un paquet d'avantages

RESPONSABILITE CLEES :

Sous les Managers Finance, les titulaires des postes auront pour responsabilité :

Gestion des missions :

1. Développer des formulaires pour recueillir les informations nécessaires pour préparer les missions
2. Préparer les documents nécessaires pour l'organisation des missions.
3. Transmettre à la DAF les documents dans les délais requis
4. Faire le suivi des avances de voyages
5. Appuyer les managers à faire les Travel Expenses Reports (TERs) et soumettre au FA dans les délais
6. Travailler avec le Chef sécurité sur la planification des missions.

Finance

- 1- Appuyer les managers dans la préparation du DFP pour les missions
- 2- Assister les managers dans la préparation et suivi des budgets des missions, des accords d'entité et des ateliers
- 3- Effectuer les paiements des perdiems des participants aux ateliers sur le terrain
- 4- Travailler en étroite collaboration avec les équipes de finance et de programme afin de fournir les informations financières nécessaires aux deux équipes,
- 5- Accomplir toute autre tâche demandée par son supérieur hiérarchique et incluse dans les objectifs de performance.

Les compétences :

- Un diplôme universitaire (bac + 4) en gestion, comptabilité, finances.
- Environ huit (8) années d'expérience professionnelle dans une ONG ou un projet de développement en tant que financier,
- Compétences et expérience avérées, en particulier dans les activités liées à la gestion financière,
- Compétences informatiques avancées en matière de messagerie électronique, de traitement de texte, de tableur, d'Internet et de familiarité avec les systèmes

d'information de gestion,

- Excellentes compétences en communication écrite et verbale.

Dossier de candidature :

Le dossier de candidature doit être composé de:

- Une lettre de motivation avec une prétention salariale datée et signée,
- Un curriculum vitae (CV) détaillé,
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- Une carte de demandeur d'emploi valide (carte ANPE)

Pour Postuler :

Si vous répondez aux critères du poste ci-dessus, envoyez votre candidature CV, lettre de motivation, casier judiciaire et carte de demandeur d'emploi à l'adresse e-mail suivante : recrutements@mcaniger.ne, en précisant en objet du mail «Candidature au Poste de Spécialiste Finance et Mission».

Date de clôture : le mardi 26 octobre 2021

A MCA Niger, nous sommes convaincus que chaque aspect de notre travail peut aboutir à un résultat positif. Si vous avez la même vision et que vous êtes capable de relever les défis, ce rôle vous offre une belle opportunité ainsi que des possibilités exceptionnelles de développer votre carrière.

Nous sommes un employeur garantissant l'égalité des chances et nous accueillons les candidatures de personnes de divers horizons.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

NB : Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour le test seront contactés. Confidentialité assurée.



VACANCY ANNOUNCEMENT

U.S. Mission: Niamey, Niger
 Announcement Number: Niamey -2021-016R
 Position Title: Safety Program Coordinator
 Opening Period: October 13, 2021 – October 27, 2021
 Series/Grade: LE 1201 FSN-08
 Salary: FCFA 13,024,495- FCFA 13,024,495 (Annual Basic Salary)

For More Info: Human Resources Office: 20722661 ext. 26161/26060
 E-mail Address: HRONiamey@state.gov

Who May Apply: All Interested Applicants / All Sources

Duration Appointment: Indefinite subject to successful completion of probationary period.

The work schedule for this position is : Full Time (40 hours per week)

DUTIES: Incumbent serves as the Safety Program Coordinator with responsibility for assisting the Post Occupational Safety and Health Officer (POSHO) in carrying out the day-to-day functions of the Safety, Health and Environmental Management (SHEM) and Fire Protection Division (FIR) programs at post as required by 15 FAM 900 and 15 FAM 800; assures that all government-owned and leased property in country meet the requirements of 15 FAM 253.5, 15 FAM 432, 15 FAM 840, and 15 FAM 950, as well as other related Departmental requirements which may exist.

EDUCATION: Minimum two years Post-Secondary studies at the College/University level or Vocational/Trades School training in facilities management, environmental safety, construction, engineering, or architecture is required.

EXPERIENCE: Minimum three (3) years of experience in the maintenance or construction field performing repair work or in the field of occupational safety, to include work experience as a construction supervisor or quality control assurance inspector with experience in managing people and resources.

JOB KNOWLEDGE: Comprehensive knowledge of SHEM and OSHA guidelines and required practices and procedures; general specialist knowledge of environmental safety standards.

LANGUAGE: English level IV (Fluent) reading/writing/speaking is required. French IV (Fluent) reading/writing/speaking is required. This may be tested.

How to Apply: Applicants must complete the following application process to be considered:

③ Go to US Embassy Website at: <https://ne.usembassy.gov/embassy/jobs/>

③ Click on Current Vacancies, choose Announcement Number Niamey-2021-016R Safety Program Coordinator and follow the instructions.

③ Upload any additional documentation that supports or addresses the requirements/education/experience listed above into the Electronic Recruitment Application system: (such as, your high school diploma, resume, cover letter, university degree(s), work certificate(s), work permit, university equivalence from the University of Niger (IF you attended university outside of Niger or the United States) and/or a SF 50 (if applicable).



VACANCY ANNOUNCEMENT

U.S. Mission: Niamey, Niger
 Announcement Number: Niamey -2021-024
 Position Title: Radio Technician
 Opening Period: October 13, 2021 – October 27, 2021
 Series/Grade: 0615 Radio/Telecommunications Technical Series
 Salary: FCFA 11,135,226 - FCFA 11,135,226 (Annual Basic Salary)
 For More Info: Human Resources Office: 20722661 ext. 28377/26161/26261
 E-mail Address: HRONiamey@state.gov

Who May Apply: All Interested Applicants / All Sources

Duration Appointment: Indefinite subject to successful completion of probationary period

The work schedule for this position is: Full Time (40 hours per week)

DUTIES: This position is staffed under the Information Management Office of the Management Section. The Information Management Officer provides day-to-day supervision. Incumbent provides a broad range of services of radio and telephone systems to all Embassy users, including install, troubleshoot, maintain, and wire new and existing telephone and radio networks, site surveys, operational training and assistance. Maintain an accurate inventory database of Embassy's communication equipment and devices. Monitor supplies and spare parts in stock and advise when procurement is needed. Aid in maintaining Embassy's radio network and troubleshooting and installing CAT 5/6, fiber optic as well as coaxial communications cables.

EDUCATION: College or University studies (Associated or college degree related to Telecommunication is required).

EXPERIENCE: Minimum of two years work experience in telecommunication operations, installations, and maintenance.

JOB KNOWLEDGE: Thorough knowledge of job-related safety practices and procedures, installation, maintenance, operation, testing, troubleshooting, repair procedures for radio and telephone systems, and high-speed data circuits and equipment to be serviced. External - Job related knowledge of the host country, and international telephone and telecommunication standards and practice.

LANGUAGE: Level III (Good working knowledge). Speaking/reading/writing English; Level IV (Fluent) Speaking/reading/writing French.

English may be tested.

How to Apply: Applicants must complete the following application process to be considered:

③ Go to US Embassy Website at: <https://ne.usembassy.gov/embassy/jobs/>

③ Click on Current Vacancies, choose Announcement Number Niamey-2021-024 Radio Technician and follow the instructions.

③ Upload any additional documentation that supports or addresses the requirements listed above (e.g. resume, cover letter, degree, Work certificates, work permits & SF 50 if applicable) into the Electronic Recruitment Application system.



REPUBLIQUE DU NIGER
Ministère de l'Agriculture
le Programme de Développement de
l'Agriculture Familiale (ProDAF)
URGP/ProDAF/DIFFA

Marchés Publics AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Relance

N°002/2021/URGP/ProDAF/DIFFA/MAG



**TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DE QUATRE (4) CENTRES DE COLLECTE DANS LES PDE DE :
MAINE SOROA, GOUDOUMARIA, CHÉTIMARI ET FOULATARI/N'GUELBEYLI DE LA RÉGION DE DIFFA.**

. Cette relance de l'Avis d'Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans Sahel N°10098 du 30 Mars 2021.

2. Le Ministère de l'Agriculture a obtenu au titre de l'Accord de prêt N° 2000002551 et de don 2000002895 NORAD 2 signé entre la République du Niger et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), des fonds afin de financer le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans la région de Diffa, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché des travaux de construction et d'aménagement de quatre (4) centres de collecte dans les PDE de : Maine Soroa, Goudoumaria, Chétimari et Foulatari/N'Guelbeyli de la région de Diffa.

3. Le Ministre, Ministre de l'Agriculture sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux de : construction et d'aménagement de quatre (4) centres de collecte dans les PDE de : Maine Soroa, Goudoumaria, Chétimari et Foulatari/N'guelbeyli de la région de Diffa. Répartis en quatre (4) lots comme suit :

Lot N°1 : Travaux de construction et d'aménagement du marché à bétail de DJADJERI ;

Lot N°2 : Travaux de construction et d'aménagement du marché à bétail de MALAMBOULAMARI ;

Lot N°3 : Travaux de construction et d'aménagement du marché à céréales de N'GUELL KOLO ;

Lot N°4 : Travaux de construction et d'aménagement du marché à céréales de ZORMODO.

NB : Les candidats ont la possibilité de soumissionner pour un ou

l'ensemble des lots. Toutefois, une entreprise ne peut être adjudicataire de plus d'un lot.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics aux articles 29 et 30 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats de la 3ème catégorie au moins option BTP Hydraulique ; en règle vis à vis de l'administration pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction, de suspension, d'exclusion ou de liquidation des biens.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres auprès de l'URGP/ProDAF de Diffa, Tél : (+227) 540 177 ou 89 32 20 18, Email : urgp.diffa@prodaf.net ou djibril.youssou@prodaf.net entre 9 heures et 17 heures du lundi au jeudi et de 09 heures à 13 heures le vendredi.

6. Les exigences en matière de qualification sont fournies dans le DPAO pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Cent mille (100 000) francs CFA à l'adresse mentionnée ci-après :

l'URGP/ProDAF de Diffa, Tél : (+227) 20 540 177, Email : urgp.diffa@prodaf.net ou La Cellule Nationale de Représentation et d'Assistance Technique (CENRAT) du ProDAF à Niamey Sise dans l'enceinte du Projet PAC 3 (Téléphone :20410952-E-mail :cenrat.niamey@prodaf.net). La méthode de paiement sera exclusivement par banque au

compte N°65505250004/59 à la Banque BIA contre récépissé. Le Dossier d'Appel d'offres est récupéré par l'acheteur sur présentation du reçu de versement.

8. Les offres devront être soumises à la Direction des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics **au plus tard le lundi 15 Novembre 2021 à 10 heures**. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de Deux millions (2 000 000) FCFA pour chaque lot. Les offres seront présentées en un original et trois (3) copies, conformément aux Instructions aux Soumissionnaires.

10. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises de 3ième catégorie ou plus en option travaux Publics ou groupements desdites entreprises en règle vis à vis de l'Administration pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction, de suspension, d'exclusion ou de liquidation judiciaire.

11. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et au DPAO.

Par décision motivée, l'administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Appel d'offres.

12. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **lundi 15 Novembre 2021 à 10 heures 30 minutes** dans la salle de réunion du Ministère de l'Agriculture (MAG).

LE SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE



AVIS DE CONVOCATION

Avis est donné aux administrateurs de la Banque Islamique du Niger, en abrégé « BIN », Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 16.500.000.000 de francs CFA, ayant son siège social à Niamey-Bas, Immeuble BIN, rue de GAWEYE – NB 31E B.P : 12.754, immatriculée au RCCM de Niamey sous le numéro NI-NIM-2003-B-0455, agréée en qualité de banque sous le numéro H0081V, pour une convocation du conseil d'administration prévu pour le **Jeudi 04 Novembre 2021** par visioconférence à partir de **9 heures**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Protocole

1.1 Adoption de l'ordre du jour de la 110ème session.

1.2 Approbation du Procès-verbal de la 109ème séance du Conseil d'Administration du 24 Août 2021.

2. Gouvernance

2.1 Nomination et Rémunération des Membres du Conseil de Conformité Interne (CCI BIN).

3. Situation Financière et Examen des rapports des Comités Spécialisés

3.1 Examen et approbation du rapport d'activité de la Direction Générale sur les chiffres arrêtés au 30 Septembre 2021.

3.2 Examen et approbation du rapport du Comité d'Audit

3.3 Examen et approbation du rapport du Comité des Risques

4. Examen de l'avant-projet de budget 2022

5. Suivi des décisions du CA

5.1 Suivi des recommandations du CA.

6. Assistance Technique et Infogérance

6.1 Etat d'avancement des travaux sur le transfert IT.

6.2 Point spécifique sur la conformité Islamique.

6.3 Etat d'avancement des règlements des créances de TAH sur la BIN.

7. Divers

**POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Le Directeur Général**

AVIS DE VENTE

La Société de Construction d'immeuble BL-HARBERT-INTERNATIONAL, sise à Niamey au quartier Koira Kano, met en vente aux enchères publiques à la criée, au plus offrant, et au dernier enchérisseur sous la supervision de Maître Boubacar Boureima Maizoumbou.

Huissier de Justice, Commissaire-Priseur ;

Plusieurs lots de matériels roulants de type :

- Véhicule TOYOTA HIACE- MINI-BUS climatisé N:AA 9455 RN
- Véhicule TOYOTA HIACE -MINI BUS climatisé N:AA 9460 RN
- Véhicule TOYOTA HIACE - MINI BUS climatisé N=AD 8031 RN ;

Des Groupes Electrogènes de capacité suivantes :

- Groupe Electrogène de marque PRAMAC
- Groupe Electrogène de marque TECNOGEN
- Groupe Electrogène de marque KUSING 75 KVA
- Groupe Electrogène de marque PEKINS 50 KVA
- Groupe Electrogène de marque KUSING 31 KVA
- Groupe Electrogène de marque KUSING 31 KVA
- Groupe Electrogène de marque PRAMAC 45 KVA
- Groupe Electrogène de marque LINZ 20 KVA
- Groupe Electrogène de marque LINZ 20 KVA
- Groupe Electrogène de marque PERKINS 30.5 KVA
- Groupe Electrogène de marque FG WILSON 33 KVA
- Groupe Electrogène de marque PRIME POWER 88 KVA
- Groupe Electrogène de marque KIPOR 50 KVA

Des Conteneurs de 40 pieds vides ;

Des Matériaux de construction et plusieurs lots de divers articles usagés ;

La vente aura lieu le **Dimanche 17 Octobre 2021 à 10 heures**, dans l'enceinte de l'entrepôt, sis au quartier Gamkallé derrière la centrale de la NIGELEC Niamey II, en face de l'Entreprise Moussa ABARCHI à côté de l'usine ORIBA ;

Les conditions de la vente sont les suivantes :

- Les matériels vendus en l'état ne seront ni échangés ni retournés après achat ;
- Certains matériels sont sous douane, les potentiels acheteurs doivent s'acquitter des droits de douane ou présenter une exonération des droits et taxes avant le retrait des lots ;
- Paiement au comptant en numéraire ou par chèque certifié ;
- Enlèvement immédiat et sans aucune garantie ;
- Frais en sus de l'adjudication 12% ;
- Les potentiels acheteurs sont tenus de déposer une caution de 500.000 FCFA remboursable pour les gros matériels ;
- Une caution de 250.000 FCFA remboursable pour les petits matériels.

Important : En cas de non adjudication des articles sus mentionnés, la caution est reversée à son propriétaire ;

Le désistement d'un adjudicataire après avoir été déclaré publiquement adjudicataire d'un lot, entraînera la perte de la caution et l'annulation de la vente pour les frais encourus par la Société de Construction d'immeuble BL-HARBERT.

Visites : Les potentiels acheteurs peuvent visiter les biens mis en vente et au besoin, déposer la caution à partir du Mercredi 13 Octobre 2021, jusqu'au Samedi 16 Octobre 2021 inclus, de 09 Heures à 17 Heures 30 minutes.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter l'Etude de Maître Boubacar Boureima MAIZOUMBOU aux numéros de téléphone suivants: 99.54.54.54/97.99.37.11/94.16.72.49 /96.01.99.00.

REPUBLIQUE DU NIGER
AGENCE NATIONALE POUR LA SOCIÉTÉ DE
L'INFORMATION (ANSI)
PROJET VILLAGES INTELLIGENTS POUR LA
CROISSANCE DES ZONES RURALES ET
L'INCLUSION NUMÉRIQUE

RECTIFICATIF ET REMPLACEMENT DES AVIS PARUS DANS LE SAHEL-DIMANCHE DU 8.10.2021 ET LE SAHEL DU
13.10.2021

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° 005/2021/PVI/UGP

Recrutement d'un/une Spécialiste des Systèmes d'Information et du Numérique (SSIN) pour le compte de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI).

Introduction

Le Gouvernement du Niger a obtenu un don et un crédit de la Banque mondiale/IDA pour le financement du Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et L'Inclusion Numérique (PVI), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le recrutement d'un/une Spécialiste des Systèmes d'Information et du numérique (SSIN) pour le compte de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI).

Missions et principales tâches du Spécialiste des Systèmes d'Information et du numérique (SSIN)

Placé sous l'autorité du Directeur General de l'ANSI, le/la SSIN est chargé de :

- L'audit de l'efficacité du système d'information actuel et étude d'axes d'amélioration,
- L'orientations stratégiques des installations techniques élaborées avec le comité exécutif,
- La production d'un Reporting détaillé du circuit de transmission de l'information au sein de l'organisation et les propositions d'optimisation / refonte des flux de communication,
- L'étude des besoins exprimés par les directions métiers,
- L'évaluation des risques et gestion de la sécurité informatique, stockage des données, charte informatique, confidentialité / partage de certaines informations,
- Piloter les projets d'acquisitions en matériels et logiciels informatiques et prestations
- Définir, adapter et mettre en œuvre des processus, procédures et protocoles informatiques afin d'optimiser l'organisation des flux informatiques
- L'Élaboration des outils et des méthodes destinées à assurer la fiabilité, la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des systèmes d'information
- L'établissement, suivre et maîtriser des contrats d'externalisation et de sous-traitance informatique
- Déterminer, évaluer et gérer le budget nécessaire au déploiement de la politique informatique
- La direction du déploiement du système d'information,
- La collaboration avec les différents services de l'entreprise pour former, informer et transformer les processus de transmission de l'information,
- L'organisation de la maintenance des systèmes d'information et management des équipes,
- L'élaboration et du suivi de projets relatifs aux transformations du système d'information,
- Être un rôle de conseil auprès de la direction générale au sujet des changements technologiques,
- L'anticipation des opportunités technologiques à venir,
- La veille technologique et juridique approfondie du secteur du numérique.

Qualifications et expériences requises

- Diplôme d'ingénieur en TIC ou Equivalent (Bac +5). Il/Elle doit également justifier d'au moins 10 ans d'expérience sein d'un service informatique (gestion de projets SI, développement informatique).

- Détenir la certification PMP ou Scrum Master constituera un atout déterminant ;
- Avoir de l'expérience dans la gestion des plans de projets, de contrôle des coûts des projets et d'équipes de développement technologique ;
- Posséder de l'expérience gestion d'une infrastructure ou d'une équipe informatique,
- Capacité à travailler avec tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation, aussi bien avec les équipes techniques et non-techniques ;
- Comprendre et intégrer la stratégie d'affaires et les tendances technologiques dans le but de maximiser la rentabilité ;
- Excellente communication requise aussi bien à l'oral qu'à l'écrit afin d'être à l'aise d'effectuer des présentations et également les adapter au niveau des spécificités du personnel en présence ;
- Détenir un sens des affaires évaluer et d'attribuer des contrats aux différents fournisseurs ;
- Maintenir le focus sur les clients et le service offert ;
- Posséder une expérience de la gestion de responsables techniques et/ou chefs d'équipe issus de différents départements ;
- Connaissance approfondie des plateformes et des outils informatiques actuels, notamment des réseaux d'entreprise, des environnements d'hébergement, des solutions de télécommunication et de mobilité ;
- Posséder une expérience de gestionnaire d'infrastructure et de réseaux, être apte à orienter le personnel en ce sens ;
- Adopter les meilleures pratiques et normes de l'industrie dans la gestion des services des technologies de l'information ;
- Avoir une connaissance des Security frameworks et des meilleures pratiques des procédures opérationnelles ;
- Capacité d'analyse et de gestion financière est requise, ainsi qu'une expérience dans l'élaboration de budget informatiques et dans la gestion d'objectifs budgétaires ;
- Posséder d'excellentes compétences interpersonnelles et une communication efficace afin de s'adresser au personnel technique ou non-technique ;
- Connaissance approfondie des systèmes d'information et, plus largement de leur utilisation au sein de l'entreprise,
- Compétences managériales et Culture des technologies
- Gestion de projets de grandes ampleurs sur l'installation / la transition vers de nouvelles technologies,
- Avoir de fortes compétences de collaboration, la capacité à intéresser les parties prenantes et établir des relations de travail productives ;
- Aptitude à diriger et établir les priorités de la charge de travail d'une tierce partie
- Une parfaite maîtrise du français est requise, la maîtrise de l'anglais serait un atout.

Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature sera composé des pièces suivantes :

- Une lettre de motivation de deux pages maximum adressée au Coordonnateur du Projet ;
- Un curriculum vitae détaillé, date et signe mettant en évidence les aptitudes du candidat, son expérience et indiquant les contacts de trois (03) personnes de référence professionnelle ;
- Les photocopies légalisées du ou des diplômes et attestations de formations obtenus

Procédure et Méthode de sélection

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Les candidats présélectionnés après l'analyse des CV passeront un entretien oral. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Conditions de travail

Lieu d'affectation : Niamey au siège de l'ANSI avec des possibilités des déplacements.

Durée du contrat : Le contrat sera conclu pour une durée de deux (2) ans, renouvelable sur la base d'une évaluation des performances satisfaisantes après une période d'essai de six (6) mois.

Période de prise de service : Dès approbation des résultats du recrutement par la Banque Mondiale.

La rémunération du Consultant sera négociée entre les parties et devra requérir l'approbation de la Banque Mondiale. Il fera l'objet d'un contrat de consultant avec l'ANSI, préparé par la Coordination du projet.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du Lundi au Vendredi de 9h 00 à 12h.

Les manifestations d'intérêts rédigées en français doivent être déposées ou envoyées par courrier électronique à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard Jeudi 04 Novembre 2021 à 10 heures** et porter la mention « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Spécialiste (H/F) des Systèmes d'Information et du numérique (SSIN)** ».

Le PVI se réserve le droit de demander au besoin les preuves des documents fournis dans le cadre de la candidature, lors de l'évaluation.

Dépôt des dossiers

Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique (PVI) - Unité de Gestion du Projet (UGP) – 2er virage à gauche après la Nouvelle Cite EAMAC puis 1er virage à droite, 2eme porte à droite. BP : 11968 –

Tél : 90 72 24 02

Email : recrutement@pvi.ne

REPUBLIQUE DU NIGER
 AGENCE NATIONALE POUR LA SOCIÉTÉ DE
 L'INFORMATION (ANSI)
 PROJET VILLAGES INTELLIGENTS POUR LA
 CROISSANCE DES ZONES RURALES ET
 L'INCLUSION NUMÉRIQUE

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 004/2021/PVI/UGP

Recrutement d'un/une Spécialiste de la Prospective et du Développement des Usages Numériques (SPDUN) pour le compte de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)

Introduction

Le Gouvernement du Niger a obtenu un don et un crédit de la Banque mondiale/IDA pour le financement du Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et L'Inclusion Numérique (PVI), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le recrutement d'un/une Spécialiste de la Prospective et du Développement des Usages Numériques (SPDUN) pour le compte de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)

Missions et principales tâches du Spécialiste de la Prospective et du Développement des Usages Numériques (SPDUN)

Place sous l'autorité du Directeur General de l'ANSI, le/la SPDUN est chargé (e) :

- D'identifier les nouvelles technologies et usages du numérique applicables dans les organisations publiques et privées. Il organise la diffusion de ces nouveaux usages supportés par le numérique ;
- De mettre en place et réaliser une veille les nouvelles technologies de l'information et de la communication (actualité, brevets, licence) ;
- De réaliser une veille sur les usages actuels et nouveaux du numérique (dématérialisation, services on-line, nouveaux supports, méthodes de travail, big data, objets connectés, Intelligence artificielle, Réalité Virtuelle, Blockchain ...)
- De proposer des évolutions sur les produits et services numériques actuels ;
- De promouvoir et communiquer au sein de l'administration ces nouveaux usages et technologies ;
- D'intervenir comme expert ou consultant auprès des administrations et clients ;
- D'assurer, en coordination avec les directions métiers et, au travers d'elles, des délégués de service public, le développement de services relatifs aux villages intelligents « smart villages » et plus largement aux villes intelligentes ;
- D'assurer la certification des équipements de communications électroniques et le rôle de consultation et de proposition concernant les problématiques d'urbanisme et de sécurité nationale ;
- De définir les règles et les limitations éventuelles concernant l'usage des réseaux et des services de communications électroniques en application des lois et règlements ;

• D'établir et de maintenir les relations avec les administrations et organismes étrangers spécialisés dans le domaine des communications électroniques ainsi qu'avec les opérateurs étrangers publics et privés ;

• De favoriser le développement du secteur des communications électroniques en prenant l'initiative et en pilotant le développement de programmes spécifiques d'innovation.

Qualifications et expériences requises

- Diplôme d'ingénieur en TIC, ou équivalent (minimum Bac +5). Il doit également justifier de 5 ans d'expérience au sein d'un service informatique (gestion de projets SI, développement informatique)
 - Avoir une très bonne connaissance des processus ITIL pour la gestion des services TIC constituerait un atout important ;
 - Avoir démontré la capacité de développer des modèles de services communs (CSDM) serait aussi un atout.
 - Gouvernance SI/Architecture fonctionnelle SI/Architecture technique SI
 - Développement d'ouvrages, produits ou événements
 - Formation et transmission de connaissances
 - Veille, analyse et gestion documentaire/ Maîtrise des logiciels
 - "Leadership" et esprit d'entreprise/ Adaptabilité et Flexibilité
 - Analyse et Synthèse/ Communication orale et écrite
 - Conviction et Influence/ Créativité, sens de l'innovation
 - Gestion de Projet/Gestion de la performance
 - Orientation client /Rigueur et Organisation
 - Sens Relationnel/Travail et animation d'équipe
 - Une parfaite maîtrise du français est requise, la maîtrise de l'anglais serait un atout.
- Composition du dossier de candidature
 Le dossier de candidature sera composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation de deux pages maximum adressée au Coordonnateur du Projet ;
 - Un curriculum vitae détaillé, date et signe mettant en évidence les aptitudes du candidat, son expérience et indiquant les contacts de trois (03) personnes de référence professionnelle ;
 - Les photocopies légalisées du ou des diplômes et attestations de formations obtenus
- Procédure et Méthode de sélection :**

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopte en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Aout 2018. Les candidats présélectionnés après l'analyse des CV passeront un test écrit suivi d'un entretien oral. **Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

Conditions de travail

Lieu d'affectation : Niamey au siège de l'ANSI avec des possibilités des déplacements.

Durée du contrat : Le contrat sera conclu pour une durée de deux (2) ans, renouvelable sur la base d'une évaluation des performances satisfaisantes après une période d'essai de six (6) mois.

Période de prise de service : Des approbation des résultats du recrutement par la Banque Mondiale.

La rémunération du Consultant sera négociée entre les parties et devra requérir l'approbation de la Banque Mondiale. Le recrutement fera l'objet d'un contrat de consultant avec l'ANSI, préparé par la Coordination du PVI.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du Lundi au Vendredi de 9h 00 à 12h.

Les manifestations d'intérêt rédigées en français doivent être déposées ou envoyées par courrier électronique à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le lundi 08 Novembre 2021 à 10 heures** et porter la mention « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Spécialiste (H/F) de la Prospective et du Développement des Usages Numériques (SPDUN)** ».

Le Projet se réserve le droit de demander au besoin les preuves des documents fournis dans le cadre de la candidature, lors de l'évaluation.

Dépôt des dossiers

Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique (PVI) - Unité de Gestion du Projet (UGP) – 2er virage à gauche après la Nouvelle Cite EAMAC puis 1er virage à droite, 2ème porte à droite. BP : 11968 – Tél : 90 72 24 02

Amélioration des conditions socio-médicales de la Commune Urbaine de N'Gourti : La CNPCNP s'engage

La Commune Urbaine de N'Gourti se situe dans la région désertique du Niger, voisine des champs pétrolifères de la CNPCNP. L'environnement naturel déjà rude rend l'accès à la Communauté encore plus difficile. Chaque fois qu'un habitant a besoin d'une évacuation médicale, il doit parcourir 300 km pour se faire soigner dans la ville de Diffa. Pour pallier à ce dilemme, la CNPCNP a fait don de deux ambulances à la communauté de N'Gourti en 2019 afin de renforcer la capacité locale de transport médical.

Cependant depuis les deux années, compte tenu des évacuations fréquentes et du mauvais état des routes, les pneus des ambulances sont très usés. Cela représentait un risque majeur



pour la sécurité des personnes bénéficiant de l'évacuation.

En fin juillet 2021, le Directeur Général de la CNPCNP **M. Zhou Zuokun** a accompagné SEM Mahamane Sani Mahamadou, Ministre du Pétrole sur les sites des champs pétrolifères, au cours duquel il a pris connaissance de la situation lors d'une communication avec le chef de la

Communauté de N'gourti. Il s'est par la suite engagé sur place à faire don de 10 paires de pneus et de 2 000 litres de carburant diesel pour répondre aux besoins de la Communauté locale, pour une valeur totale d'environ 3 millions de Francs CFA.

Chose promise chose due, les 10 paires de pneus ont déjà été officiellement remis

au gouvernement de la Commune de N'Gourti par M. HASSANE LOUCHE, Directeur Général Adjoint de la CNPCNP, au nom de la société à la fin du mois de septembre 2021. M. BEN MABROUK MOHAMED, Député National de la région de N'Gourti, a exprimé ses vifs remerciements à la CNPCNP lors de la cérémonie de remise des dons. Le paiement pour le carburant diesel sera également remis officiellement aux autorités de la Commune Urbaine de N' Gourti ultérieurement.

A son actif, la CNPCNP, en tant que grande entreprise chinoise au Niger, a activement assumé sa responsabilité sociale au fil des années et a fait don de plus de 80 salles de classe, 100 puits et 6 cliniques au Niger.

AVIS DE PERTE DE COPIE DE TITRE FONCIER

Il est porté à la connaissance du public de la perte de la copie du **titre foncier n°25 056** du Niger portant sur l'immeuble sis à Maradi, bâti sur la parcelle A de l'ilot 735, lotissement zone traditionnelle du quartier résidentiel, d'une superficie de **15 ares 00 centiares** au nom de **IBRAHIM AHMED**, commerçant de profession domicilié à Maradi, cellulaire n° 96 98 88 55.

Il est demandé à toute personne qui l'aurait ramassée de la déposer à l'Etude de Maître ADAMOU SALOU, Notaire à la résidence de Maradi.

Pour avis, Maître ADAMOU SALOU

AVIS DE PERTE

Avis est donné par Maître OUMARA MAMADOU, Notaire à Niamey, B.P : 11.716-Tel : 20.73.27.56, Immeuble ALFATA OULD MOHAMED, Avenue de l'AREWA, de la perte d'un **titre foncier n° 1508** du Niger, objet de la **parcelle 8** de l'ilot 803 du lotissement **Kalley Nord** d'une Superficie de Cinq ares vingt-neuf centiares (**05 ares 29 centiares**) au nom de **Kotondia Thiombiano**.

Toute personne qui l'aurait retrouvé ou qui le détiendrait pour une cause quelconque est priée de bien vouloir le déposer à l'Etude du Notaire ci-dessus indiqué au service des Domaines du Ministère des Finances à Niamey.

Pour avis, Maître OUMARA MAMADOU

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte d'un acte de cession sis à Niamey, objet de la **parcelle D** de l'ilot 3709, lotissement **ROUTE OUALLAM** Au nom de **Monsieur MOUSSA ABDOULAYE**.

Prière à toute personne qui l'aurait trouvé de bien vouloir le déposer à l'Etude Notariale de Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa Notaire à la résidence de Niamey (République du Niger) BP : 11241,

Tél. : +227 20 33.03.30, E-mail : sidichaf@yahoo.fr, ou au service domanial de la communauté urbaine de Niamey.

Pour avis, Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa

REPUBLIQUE DU NIGER

REGION DE ZINDER

SOCIETE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU MARCHÉ DOLE DE ZINDER SOGEMAZ SA
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR GENERAL

La Société Anonyme de Gestion et d'Exploitation du Marché Dole de Zinder (SOGEMAZ), lance le présent avis pour le recrutement de son Directeur Général.

Sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration, le (la) Directeur (trice) Général (e) a pour mission principale, d'assurer la Direction générale de la Société et de la représenter dans ses rapports avec les tiers, tel que déterminer dans le cadre de son objet social.

A ce titre, il est chargé :

D'assurer la gestion administrative, financière, du personnel et du patrimoine de la Société ;
-De préparer, élaborer et exécuter le Budget de la Société ;

-De présenter les états financiers :

-D'exécuter les résolutions, décisions. Directives et recommandations du Conseil d'Administration :

* D'élaborer les différents rapports.

Les candidats doivent être titulaires d'un Diplôme de 3ème cycle en Administration ou Gestion des Entreprises et justifier d'une expérience d'au

moins quatre (4) années de responsabilité de Direction dans une Administration, Entreprise ou toute autre structure du domaine commercial. Une expérience avérée en Gestion des Ressources Humaines serait un atout.

A cet effet, les éventuels postulants doivent déposer leurs dossiers au niveau de l'ANPE ou à la Direction Régionale de la Chambre de Commerce et d'industrie de Zinder **au plus tard le 30 octobre 2021** composés de :

-Une demande manuscrite ;

-Une lettre de motivation ;

Un extrait d'acte de naissance.

-Un certificat de nationalité ;

-Un casier judiciaire valide ;

-Un CV ;

Les copies des diplômes et attestations de travail.

Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.

LE PCA PI
IBRAHIM HALILO

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Education Nationale informe les candidats aux examens écrits du Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) ouvert par arrêté N°0088 du 28 juillet 2021 et du Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) ouvert par arrêté N°0089 du 28 juillet 2021, prévus se tenir **le samedi 16 et le dimanche 17 octobre 2021**, que lesdits examens sont reportés à une date ultérieure.

Dr RABIOU OUSMAN

● Mali**La phase finale du transfert de la base française de Kidal a débuté**

L'armée française a débuté, mardi matin, la phase finale du transfert de la base de Kidal, dans le nord du Mali, vers la force des Nations unies et de l'armée malienne, a indiqué l'état-major français, alors que Paris a entrepris en juin de réorganiser son dispositif militaire au Sahel.

La force antijihadiste Barkhane a débuté, mardi 13 octobre, la phase finale du transfert de la base de Kidal, dans le nord du Mali, vers la force des Nations unies (Minusma) et de l'armée malienne, a indiqué l'état-major français. "Le dernier convoi logistique est parti pour Gao ce matin à

5h00. Un détachement de Barkhane restera sur place pour les dernières formalités administratives et logistiques", a indiqué le porte-parole de l'état-major, le colonel Pascal Ianni.

Paris a entrepris, en juin, de réorganiser son dispositif militaire au Sahel, en quittant notamment les

bases les plus au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) et en prévoyant de réduire ses effectifs dans la région d'ici à 2023 à 2 500-3 000 hommes, contre plus de 5 000 aujourd'hui. "Le transfert vers la Minusma et les forces armées maliennes sera définitif d'ici une dizaine de jours", a ajouté le porte-parole en insistant sur "l'étroite collaboration avec les autorités et l'armée" du Mali. Les relations entre Paris et Bamako se sont envenimées le 25 septembre, lorsque le Premier minis-

tre de transition malien, Choguel Kokalla Maïga, a accusé la France, engagée militairement au Mali depuis 2013, d'"abandon en plein vol". Des critiques censées justifier le possible recours au groupe de sécurité privée russe Wagner, décrit comme proche du président Vladimir Poutine, pour compenser la réduction de la voilure de Barkhane.

Le détachement de Barkhane qui demeure à Kidal, dont les effectifs n'ont pas été révélés "pour des raisons de sé-

curité", sera amené à faire de la "réassurance" auprès des partenaires de la France, a précisé le porte-parole en insistant sur un processus "contrôlé, maîtrisé, sécurisé". "Il n'est pas question de laisser dire qu'on abandonne le Mali", a-t-il insisté. La Minusma compte à Kidal 1 300 soldats, des Guinéens et des Tchadiens. Les forces maliennes en rassemblent pour leur part 400, a précisé cette même source.

(France 24 avec AFP)

● France**Jean-Yves Le Drian joue à son tour l'apaisement dans les relations avec l'Algérie**

Paris tente d'apaiser les tensions avec Alger. Interrogé à l'Assemblée nationale ce mardi 12 octobre, le ministre français des Affaires étrangères s'est exprimé sur le rappel de l'ambassadeur d'Algérie en France. Début octobre Emmanuel Macron avait déclenché la colère des autorités algériennes après avoir accusé le système « politico-militaire » algérien d'entretenir une « rente mémorielle ».

Désormais Paris tente d'apaiser les tensions avec Alger. Après la prise de parole du président français mardi dernier assurant souhaiter un « apaisement » sur le sujet mémoriel entre la France et l'Algérie, appelant à « cheminer ensemble » et à « reconnaître toutes les mé-

moires », c'était au tour de Jean-Yves Le Drian de s'exprimer.

Interrogé à l'Assemblée nationale hier mardi, le ministre français des Affaires étrangères a dit regretter le rappel de l'ambassadeur d'Algérie en France. « Nous le regrettons, parce que cela ne correspond pas à l'im-

portance que nous attachons aux relations entre nos deux nations. Ces relations sont anciennes, profondes... Elles sont marquées par des liens humains uniques... La France y est profondément attachée et souhaite les préserver et les développer. Récemment, le président de la République a rappelé son profond respect pour le peuple algérien. Cela signifie aussi, bien sûr - et vous l'avez dit - le respect fondamental de la souveraineté algérienne. Cela veut dire aussi que c'est aux Algériens, et à eux seuls, de décider de leur destin et de définir les contours de

leurs choix et de leur débat politique. Mais nous sommes convaincus de l'intérêt commun de nos deux pays à travailler ensemble sur tous les secteurs ».

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a exigé de Paris dimanche « un respect total de l'Etat algérien », soulignant à l'adresse de son homologue français Emmanuel Macron que « l'histoire ne peut pas être falsifiée ».

Une réponse à Emmanuel Macron qui avait déclenché la colère d'Alger après des propos, rapportés samedi 2 octobre par

le journal français Le Monde, accusant le système « politico-militaire » algérien d'entretenir une « rente mémorielle » en servant à son peuple une « histoire officielle » qui « ne s'appuie pas sur des vérités ».

Dans la foulée, le même jour, Alger décidait le rappel « immédiat » de son ambassadeur à Paris « pour consultations » et, comme autre mesure de rétorsions, interdisait le survol de son territoire aux avions militaires français de l'opération antijihadiste Barkhane au Sahel.

(Source : FRI)

● Tunisie**Les États membres de l'OIF proposent un report du sommet de la Francophonie**

Le sommet de la Francophonie devait avoir lieu à Djerba en novembre, mais lors d'une réunion du Conseil permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie, ce mardi 12 octobre, les représentants des 88 États membres et associés ont convenu de repousser l'échéance à l'automne 2022. La décision, précipitée par la situation politique en Tunisie, doit encore être entérinée par les ministres mais cela semble faire peu de doutes.

C'est « dans un souci de cohésion et de solidarité » que les États de l'Organisation internationale de la Francophonie se sont entendus pour proposer ce report d'un an, explique le communiqué publié mardi soir sur le site de l'OIF. Le but ? Pouvoir l'organiser « dans les conditions les plus optimales ». Sous-entendu : ce n'est pas le cas actuellement en Tunisie.

Depuis que le président tunisien Kaïs Saïed s'était arrogé les pleins pouvoirs il y a un peu plus de deux mois, avant de suspendre le Parlement puis certains chapitres de la Constitution le mois dernier, la tenue du sommet de la

Francophonie dans le pays devenait de plus en plus problématique.

Difficile d'organiser un sommet consensuel et apaisé alors que des milliers de personnes manifestent toujours contre ce qu'elles appellent un « coup d'Etat ». L'ancien président Moncef Marzouki avait même personnellement appelé au boycott de ce sommet. Plusieurs pays membres de l'OIF auraient ainsi fait part de leur gêne à la secrétaire générale de l'organisation.

Samedi, Louise Mushikiwabo s'était déplacée en Tunisie pour entendre le Président Kaïs Saïed lui redire sa volonté d'accueillir le som-

met et lui présenter les préparatifs en cours. Objectif : éviter une humiliante annulation. Les organisateurs tunisiens assuraient alors encore qu'une vingtaine d'États avaient confirmé leur venue. Sauf qu'il n'y avait ni lieu précis, ni programme pour ce sommet prévu les 20 et 21 novembre prochains.

Le ton se voulait rassurant, mais le chef de l'État tunisien avait lâché une petite phrase. Kaïs Saïed évoquait ceux qui « sont allés à Paris et ont essayé de faire capoter le sommet de la Francophonie. » Parlait-il d'opposants politiques ? De partenaires étrangers ?

Une semaine avant, il s'était entretenu avec son homologue français. Emmanuel Macron avait alors, selon le communiqué de l'Élysée, rappelé son attachement au dialogue et évoqué « le calendrier institutionnel attendu par la communauté internationale ». Une formulation suffisamment vague pour se référer au calendrier de réformes politiques internes. Mais aussi, après tout, à un sommet international comme celui de l'OIF.

(Source : RFI)

Burkina Faso**Plusieurs terroristes "neutralisés" dans le Sahel (armée)**

L'armée burkinabè a annoncé lundi soir que plusieurs individus qui préparaient une embuscade contre une unité militaire se déplaçant sur l'axe Dori-Arbinda dans la région du Sahel (nord) avaient été "neutralisés" dimanche grâce à la couverture aérienne qui accompagnait le convoi.

De l'armement et des munitions ont également été détruits, a-t-elle ajouté dans un communiqué. L'armée a par ailleurs indiqué qu'une attaque avait visé le même

jour une unité militaire à hauteur de Mentao dans la province septentrionale du Soum, blessant sept soldats et endommageant un engin blindé.

Le lendemain, c'est la brigade territoriale de gendarmerie de Lanfièra, dans la province du Sourou (nord-ouest), qui a été la cible d'une attaque à la roquette. "Malgré d'importants dégâts matériels, aucune perte humaine n'a été enregistrée", a assuré l'armée.

(Xinhua)

Libye**25 corps retrouvés dans des fosses communes à Tarhuna**

Les autorités libyennes ont récupéré mardi 25 corps non identifiés dans cinq fosses communes récemment découvertes dans la ville de Tarhuna. Située à environ 90 km au sud de Tripoli, la capitale du pays, Tarhuna était jadis le principal centre d'opérations militaires de l'armée établie dans l'est du pays, lors du conflit qui opposait celle-ci au gouvernement reconnu par les Nations Unies à Tripoli et dans ses environs.

L'une de ces fosses communes contenait dix corps, la deuxième en contenait neuf et la troisième quatre, tandis que deux autres fosses contenaient un corps chacune, a

rapporté l'Autorité générale de recherche et d'identification, ajoutant que les fouilles se poursuivaient pour retrouver d'autres fosses communes dans la ville.

Il y a une semaine, dix corps non identifiés avaient été retrouvés dans deux fosses communes à Tarhuna. Depuis le début des fouilles à Tarhuna en juin 2020, un grand nombre de fosses contenant des dizaines de corps non identifiés ont été découvertes dans cette ville. L'ex-gouvernement reconnu par les Nations Unies accusait l'armée rivale basée dans l'est d'avoir commis des massacres à Tarhuna.

(Xinhua)

Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR CONSTITUTIONNELLE
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES

APPEL A CANDIDATURE
N°001/2021/CC/DAAF

RELATIF A L'ACQUISITION DE DEUX VEHICULES AU PROFIT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans l'exécution du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés paru dans la colonne du sahel dimanche n°1962 du 08 octobre 2021.

2. La cour constitutionnelle sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition de deux véhicules composés comme suit :

-Véhicule 4X4 pick up double cabines

-Véhicule moyen de gamme

3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée aux articles 50 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Le délai de livraison du marché est de trente (30) jours.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignement des Prix complet ou le retirer à titre

onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Cinquante mille (150 000) FCFA auprès de la Direction des Affaires Administratives et Financières, BP : 10779, Niamey ; Tel : 20723081.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante : secrétariat de la Direction des Affaires Administratives et Financière **au plus tard le 21 octobre 2021 à 13 heures**. Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 11.1 des DPDRP.

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 22 octobre 2021 à 10h** dans la salle de réunion de la Cour Constitutionnelle.

LE PRESIDENT

REPUBLIQUE DU NIGER
CABINET DU PREMIER MINISTRE
AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

REPORT DE DATE LIMITE DE SOUMISSION DES OFFRES

RELATIVES L'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL N°001/2021/MR/ARCEP PUBLIE LE 17 SEPTEMBRE 2021

Il est porté à la connaissance des candidats que la date limite de dépôt des dossiers relatif à l'avis d'appel d'offres ouvert national N°001/2021/MR/ARCEP pour l'acquisition et mise en circulation de matériel roulant neuf au profit de l'ARCEP prévue pour le 18 octobre 2021 à 09 heures, heure locale, est reportée **au 20 octobre 2021 à la même heure et à la même adresse**. Le reste sans changement.

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de **Mahamadou HABIBOU, DLA de l'ARCEP, Porte 4 – 10, Tél. +227 20 73 90 08 BP.13179 Niamey, Email : habibou.mahamadou@arcep.ne** les jours ouvrables de 9h à 12h.

**Le Directeur Général
HACHIMOU HASSANE**

AVIS DE PERTE

L'AN DEUX MILLE VINGT UN ET LE SIX JUILLET

Par devant Me SEYDOU KELESSI FATCHIMA, Notaire à la résidence de NIAMEY (République du NIGER) Tel/Cel : 00227. 96 87 26 66/ 00227. 91 34 76 75 BP: 13045 Niamey-Niger; soussigné :

Il est donné avis de la perte de d'un acte de cession **parcelle Q de l'ilot 25 664** d'une superficie de Deux Cents (200) mètres carrés, du **lotissement KOIRA TEGUI PLATEAU** au nom de **Monsieur ANGO MOUSSA**.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au cabinet du Notaire soussigné ou au Ministère des affaires domaniale cadastrale de Niamey.

Pour avis, Me SEYDOU KELESSI FATCHIMA,

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DU PLAN
SECRETARIAT GENERAL
PROJET DE GOUVERNANCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL (GOLD) ET REPONSE AU COVID-19

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

NE-GOLD-231335-CS-QCBS



POUR LE RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR UNE ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS PILOTES D'ENCADREMENT DANS LES EXPLOITATIONS MINIÈRES ARTISANALES ET À PETITE ECHELLE (EMAPE) AU NIGER.

Crédit IDA-67480 et Don IDA-D6970

No. de référence (selon le Plan de Passation des marchés): NE-GOLD-231335-CS-QCBS

Le Gouvernement de la République du Niger a reçu un financement de la Banque mondiale, et a l'intention d'utiliser une partie du montant du financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « Assistance technique pour la mise en œuvre de projets pilotes d'encadrement dans les Exploitations Minières Artisanales et à Petite Echelle (EMAPE) au Niger ».

Les services de consultant (« Services ») comprennent : Les termes de référence peuvent être obtenus à l'Unité de Coordination du Projet ; Email : clairehanounou@yahoo.fr avec copie à iyahaya89@yahoo.fr.

Le projet de Gouvernance des industries extractives pour le Développement Local (GOLD) et réponse au covid-19 invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte

sont :

-Être régulièrement installé dans son pays d'origine pendant au moins dix (10) ans ;

-Avoir une expertise sur les EMAPE dans un contexte semblable à celui du Niger (sous-région Afrique de l'ouest ou autre région de l'Afrique) ;

-Avoir réalisé des missions similaires.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants en date de juillet 2016 (révisé en novembre 2017 et août 2018), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC), telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs

sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants-Juillet 2016 (révisé en novembre 2017 et août 2018). Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 9h00 à 17H 30 et le vendredi de 09 H 00 à 13h00.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées en personne ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous, **au plus tard le 28 octobre 2021 à 9h00**. Les manifestations d'intérêt envoyées électroniquement doivent être des fichiers non modifiables (pdf).

PROJET DE GOUVERNANCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL (GOLD) ET REPONSE AU COVID-19

Unité de Coordination du Projet

BP : 10 000 Niamey- Niger ;

Téléphone : 20 35 06 26

Avenue de la radio nationale sur le nouveau pavé de Dar-Es-Salam.

E-Mail: clairehanounou@yahoo.fr avec copie à iyahaya89@yahoo.fr

République du Niger REGION DE NIAMEY DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE		Marchés Publics PLAN PRÉVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2021 ADDITIF N°3															
DONNEES SUR LA PASSATION DES MARCHES																	
Ref. No. (1)	Objet du marché (2)	PRM	GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES				EVALUATION DES OFFRES			EXECUTION				
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA HT) (4)	Accord DGCMP pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au CF (6)	Date de réception avis de la DGCMP ou du CF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement comptable(15)	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
1	Pause café et pause déjeuner	DREN	prévision Réalisation	PM		27/09/21	08/10/21		08/10/21	08/11/21	11/11/21	22/11/21		29/11/21	08/12/21	14 Jours	FCSE
													DIRECTEUR REGIONAL MAHAMAN BOUKAR KOLIMI				

**RÉPUBLIQUE DU NIGER
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE
AGENCE DU BARRAGE DE KANDADJI
Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Siège social : Niamey**

**AVIS DE REPORT DE DATE DE DEPOT
ET D'OUVERTURE DE PLIS**

**AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATIONS
D'INTERET
N° 13/2021/ABK/PDREGDE2**

Sélection de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale
Financement : IDA Crédit No. 51650

Objet : Recrutement d'un consultant chargé d'une Étude sur les potentialités de développement des secteurs de l'artisanat, des métiers et du commerce dans le cadre du PAR 2A.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires à l'avis de sollicitation de manifestations d'intérêt relatif au « Recrutement d'un Consultant chargé d'une Étude sur les potentialités de développement des secteurs de l'artisanat, des métiers et du commerce dans le cadre du PAR 2A » paru dans le « Sahel du Lundi 13 Septembre 2021 et Sahel Dimanche des Vendredi 17 et Vendredi 24 Septembre 2021 », que la date limite de dépôt des offres initialement prévue pour le Lundi 18 octobre 2021 à 10 Heures est **reportée au Jeudi 21 octobre 2021 à 11 Heures.**

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures (heure locale) dans la Salle de réunion de l'Agence du Barrage de Kandadji, Route Est-Ouest, Niamey Nyala, à 300 mètres de la Plaque Avocat.

Le Directeur Général
Amadou HAROUNA

CONVOCAATION

Le Président du Conseil d'Administration de la Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN) a l'honneur de vous convier à la réunion du Conseil d'Administration qui aura lieu **le 27 octobre 2021 à Tillabéry** en vue de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivants :

- 1.Approbation de l'Ordre du Jour;**
- 2.Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 24/06/2021;**
- 3.Examen de l'état d'exécution budgétaire au 30/09/2021 ;**
- 4.Examen du rapport des visites d'infrastructures hydrauliques ;**
- 5.Questions diverses.**

Le Président du Conseil d'Administration

INCROYABLE MAIS VRAI

Le pistolet "favori" d'Al Capone vendu aux enchères 745 000 euros

Le calibre 45 a atteint la somme astronomique de 860 000 dollars (745 000 euros), c'est-à-dire soit 710 000 dollars (615 000 euros) de plus que l'estimation initiale la plus élevée.

Une vente sans précédent des biens du gangster de Chicago Al Capone, qui sont restés en possession de sa famille pendant près de 75 ans après sa mort, a rapporté plus de 3,1 millions de dollars, soit 2,68 millions d'euros, rapporte le Chicago Tribune.

Parmi les biens proposés à la vente par la maison d'enchères Withereff's, qui avait organisé l'événement dans un lieu privé de Sacramento (Californie), "Sweetheart" ("Mon coeur"), le pistolet "préféré" du chef de la mafia dans les années 20, à l'époque de la prohibition.

Le calibre 45 a atteint la somme astronomique de 860 000 dollars (745 000 euros), c'est-à-dire soit 710 000 dollars (615 000 euros) de plus que l'estimation initiale la plus élevée. Avec les frais, l'acquéreur, resté anonyme, a déboursé plus d'un million de dollars (900 000 euros), ce qui serait le prix de vente le plus élevé pour une arme à feu du XXe siècle vendue aux enchères, selon le journal américain.

D'autres objets, comme des photos de famille, une table et des chaises en noyer sculptées en forme d'ours, de la vaisselle, une boucle de ceinture en or ou encore des bijoux en pierres précieuses avec ses initiales ont été dispersés. Né à Brooklyn (New York) où il a grandi avec ses parents italiens jusqu'à son départ pour la "capitale du crime organisé" à 18 ans, le parrain a fait fortune via des casinos illégaux, la prostitution et le commerce d'alcool. "Scarface" était finalement tombé pour évasion fiscale et avait passé plusieurs années en prison à Alcatraz.

La recette des ventes est allée aux trois petites-filles encore en vie de l'ex-enemi public numéro un.

www.leprogres.fr

H O R O S C O P E

<p>BELIER</p> <p>21 mars - 19 avril</p> <p>Des nuages sur votre Ciel ! En couple, des moments de désaccord sont possibles. Vénus pourrait en effet compliquer vos relations avec votre conjoint.</p>	<p>TAUREAU</p> <p>20 avril - 20 mai</p> <p>Vénus donnera la priorité à vos amours ! En couple, les événements en cours vous seront favorables à court ou long terme, celui qui vous aime.</p>	<p>GÉMEAUX</p> <p>21 mai - 21 juin</p> <p>Prenez de bonnes résolutions. En couple, il serait temps de remettre de l'ordre dans vos rapports conjugaux, oublier le doute et l'ennui.</p>	<p>CANCER</p> <p>22 juin - 22 juillet</p> <p>Aucune planète ne viendra perturber votre Ciel. En couple, vous qui appréciez le bonheur tranquille pouvez être rassuré.</p>
<p>LION</p> <p>23 juillet - 21 août</p> <p>Vos amours devraient vous combler. En couple, Jupiter vous offrira le cocooning harmonieux dont vous rêvez. Célibataire, inutile de papillonner.</p>	<p>VIERGE</p> <p>22 août - 21 sept.</p> <p>Ambiance astrale morose. En couple, vous serez probablement tenté de chercher un dérivatif à l'ennui qui naît de l'habitude et du train-train.</p>	<p>BALANCE</p> <p>22 sept. - 21 oct..</p> <p>De l'aventure, des projets et du concret. En couple, votre quotidien sera animé : des imprévus et des réactions de votre partenaire.</p>	<p>SCORPION</p> <p>22 oct. - 21 nov.</p> <p>Vénus vous protège. En couple, vous vous attacherez à créer un climat chaleureux et sensuel. Et vous réussirez très bien.</p>
<p>SAGITTAIRE</p> <p>22 nov. - 21 dec.</p> <p>Le tandem Mars-Vénus vous fera du bien. En couple, vous passerez avec l'être aimé des moments de complicité intense.</p>	<p>CAPRICORNE</p> <p>22 dec. - 20 janvier</p> <p>La Lune vous ouvrira les yeux. En couple, vous prendrez conscience de vos atouts comme de vos faiblesses, de quoi adoucir encore plus les moments passés avec votre moitié.</p>	<p>VERSEAU</p> <p>121 janv. - 18 février</p> <p>Environnement astral épanouissant. En couple, vous n'aurez pas à vous plaindre, votre partenaire vous admirera et vous aimera.</p>	<p>POISSONS</p> <p>19 fev. - 20 mars</p> <p>Mars vous protégera. En couple, cette planète va décupler votre pouvoir de séduction. Le bonheur sera au rendez-vous.</p>

PHARMACIES DE GARDE

Du Samedi 9 au
Samedi 16 Octobre 2021

Imane	Patience
Saïd	Republique
Abdoukarim	Terminus
Sonuci	Route Filingué
Zam Zam	Taran
Route Tillabéri	Espoir
2 ^{ème} Forage	Tallagué Est
Point D	Cité Asecna
Sayé	Ar Rahma
Ka-Tchoune	Amana Gawèye
Mutualiste	Nordiré
Lako	Pop. Maourèye
Complexe	Pop. Hôpital (sauf les dimanches)
OUA	
Nouveau Marché	

NUMEROS UTILES

Renseignements :	12
Réclamations:	13
SAMU:	15
Police Secours:	17
Sapeurs Pompiers :	18
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit:	20 73 47 37

Mondial-2022 - zone Afrique : Le Sénégal et le Maroc déjà au 3^{ème} tour, l'Algérie attendra

Après quatre journées de qualifications en zone Afrique, seuls le Sénégal et le Maroc sont déjà qualifiés pour les barrages. La Tunisie, le Mali et l'Égypte sont, quant à eux, dans un fauteuil. La course vers le Qatar continue en Afrique. Les troisième et quatrième journées des éliminatoires se sont achevées mardi 12 octobre et la situation en zone Afrique s'est éclaircie. Le Sénégal et le Maroc ont déjà tiré leur épingle du jeu en s'assurant de la première place de leur poule. Une position qui leur assure de disputer le 3e tour, un match de barrage aller-retour, dont le gagnant sera qualifié pour le Mondial-2022.

Groupe A : l'Algérie invincible mais toujours sous la pression du Burkina Faso
Depuis 31 matches les Fennecs n'ont pas été défaits. Pourtant, ils ne sont toujours pas assurés de figurer au troisième tour des éliminatoires du Mondial-2022. Les hommes de

Djamel Belmadi ont pourtant écrasé à deux reprises le Niger (6-1, 0-4) mais ils restent sous la pression du Burkina Faso. En effet, après quatre journées, les deux équipes sont à égalité de points en tête du groupe A (10 points). Les "Étalons" tiennent la

cadence infernale algérienne puisqu'ils ont également mis en déroute, à deux reprises, la modeste équipe de Djibouti (0-4, 2-0). Tout devrait se jouer lors de la 6e journée et le choc entre les deux équipes à Alger.

Groupe G : duel entre l'Afrique du Sud et le Ghana

L'équipe d'Afrique du Sud a repris les commandes du groupe G en battant l'Éthiopie 1 à 0 grâce à un but contre son camp de Getaneh Gibeto. Avec 10 points, les Sud-Africains devancent les Ghanéens, 9 points, avant de recevoir le Zimbabwe puis d'aller au Ghana, en novembre.

Les "Black Stars" ont su se relancer après leur défaite face aux Sud-Africains en septembre. Ils ont battu à deux reprises le Zimbabwe et peuvent encore espérer arracher la qualification.

Groupe H : le Sénégal a gagné sa place au soleil

Carton plein pour les Lions de la Teranga. Les joueurs d'Aliou Cissé ont signé quatre victoires en autant de rencontres, ce qui leur assure d'être présents au troisième tour des éliminatoires.

Si les vice-champions d'Afrique avaient balayé la Namibie lors de la troisième journée (4-1), ils ont dû s'affairer au match retour pour obtenir la victoire. Farama Diedhiou a débloqué la situation en deuxième période, s'offrant même un triplé et donnant à ses coéquipiers le statut symbolique de première équipe assurée d'être en barrages.

Groupe I : le Maroc est qualifié

Pour le Maroc, le marathon des qualifications au mondial a ressemblé à un sprint : trois matches disputés à domicile en sept jours en raison des stades non mis aux normes de ses adversaires. Les Lions de l'Atlas s'en sont sortis avec les honneurs. Deux victoires contre la

Guinée-Bissau (6-0, 0-3) et une contre la Guinée (1-4).

Un sans-faute qui assure la place des Marocains en barrages.

C'est fait ! Avec cette victoire face à la Guinée (4-1), le Maroc enchaîne une 4ème victoire en 4 matches et se qualifie pour les barrages de la Coupe du monde. Deuxième pays qualifié après le Sénégal.

Groupe B : invaincue, la Tunisie est proche du troisième tour

Vainqueurs de leurs trois premiers matches, les Aigles de Carthage ont perdu l'occasion de se qualifier lors de leur rencontre face à la Mauritanie. À Nouakchott, les deux équipes se sont quittées sur un score nul et vierge. Les hommes de Mondher Kebaïer sont en tête de leur groupe avec 10 points mais restent sous la menace de la Guinée équatoriale (7 points), qui a également fait un match nul en Zambie (1-1).

Groupe D : Côte d'Ivoire et Cameroun devront se départager

Les Mozambicains ont fait les frais de la détermination des Lions indomptables. Les Camerounais ont battu à deux reprises les "Mambas" le 8 puis le 11 octobre. À domicile, les hommes de Toni Conceição ont d'abord défait 3 à 1 ceux de Luís Gonçalves avant de remettre ça trois jours plus tard (0-1).

Une courte victoire qui permet aux Camerounais de compter 9 points et détenir la deuxième place du groupe D en attendant leurs rencontres de novembre face au Malawi (5e journée) et surtout face à la Côte d'Ivoire (6e journée). Les Éléphants comptent un point de plus que les Lions indomptables grâce à leur double victoire face au Malawi.

France 24

COMMUNIQUE

« La Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative a le regret d'annoncer le décès de **Monsieur GARBA AMADOU**, de son vivant Planton Auxiliaire en service au Secrétariat Général (Bureau d'Ordre) du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, décès survenu le **lundi 11 octobre 2021** à Niamey.

Feu GARBA AMADOU était un agent consciencieux, dévoué et estimé de tous.

Au nom du personnel et à son nom propre, la Ministre présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée de l'illustre disparue».

Que son âme repose en paix. Ameen

Mme ATAKA ZAHARATOU ABOUBACAR

LE SAHEL

Place du Petit Marché ;
BP 13182 Niamey (R. Niger)
Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90
E-mail : onep@intnet.ne
Site web : www.lesahel.org

Directeur de Publication

ZAKARI ALZOUMA COULIBALY

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)

Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86
Rédacteur en chef : Siradji Sanda
Rédacteur en chef Adjt : Souley Moutari
Secrétaire de Rédaction : Zabeirou Moussa
Rédacteur en chef en ligne : Oumarou Moussa

Direction Technique (DT)

Directeur : MAHAMANE HADI : 20 73 99 87
Chef infographiste-Tech-Art. : Inoussa Oumarou
Chef infographiste-Tech-Art. Adj : Abdou Raphiou Maroufou

Direction Commerciale (DC)

Directeur : Inoussa Sadissou Samy : 20 73 22 43
Chef service Communiqué et Pub : Tinni Abdou Soumana

Direction Administrative et Financière (DAF)

Directeur : MOROU HAMADOU 20 73 99 85
Chef service Recouvrement : M. Alzouma Harouna

Composition : ONEP

Tirage : 5000 exemplaires

MOTS

CROISES

du

Le Sahel

HORIZONTALEMENT

1. Titre de notaire et d'avocat - Avortement légal en France;
2. Patriarche - L'étain ;
3. Perturbé - Ancienne langue du Sud français ;
4. Société amie des animaux - Message téléphonique écrit - Service de police ;
5. Paresseux - Il avance les fonds mais ses intérêts sont exorbitants;
6. Partie du budget réservée aux investissements - Calendrier liturgique;
7. Lumen- Travaux forcés en France - Condition renversée ;
8. Condiment - Canaux souterrains ;
9. Enveloppe d'oreiller - Avare ;
10. Amélioration.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

VERTICALEMENT

1. Localité près de Konni où se déroulent des cérémonies animistes annuelles ;
2. Tête blonde - Parfois doublé pour marquer la succulence du mets ;
3. Ancêtre péruvien - Dépôt de fond ;
4. C'est trop à Londres - Premier groupe - Dedans ;
5. Jeu de patience ;
6. Troublé - Dans le conte il se nourrit de petits enfants ;
7. Eau salée sucrée - Ville du Tchad (Inversé) ;
8. Nourrice mythologique - Infinif - Indien ;
9. Vient en actif dans le bilan ;
10. Gaïa- Prend de l'embonpoint;

numéro précédent

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

1	M	E	R	C	A	N	T	I	L	E
2	I	L	I	E	N	O	R	I	N	
3	N	U	A	G	E	S	A	B	A	
4	I	E	S	S	T	E	Y			
5	A	S	C	E	X	C	E	S		
6	T	C	H	A	M	P	N	E		
7	U	R	E	V	R	O	S			
8	R	E	M	C	R	E	T	E	S	
9	E	C	U	S	A	S	A	N	A	
10	S	U	S	P	E	N	S	I	O	N